

## Édito

**A**U COURS DE SES DOUZE années d'existence, Almémos, comme son appellation et ses statuts l'y encouragent, n'a cessé de faire le point sur l'histoire sociale, en particulier moderne et contemporaine, en Alsace. Ce bulletin ne fait pas exception. Des contributions, fruit d'une journée d'études en février 2013 sur l'après-mai 1968 en Alsace en fournissent l'essentiel: l'aventure exemplaire, très détaillée, de Uss'm Follik, fleuron de la presse libre avec son « cousin » haut-rhinois Klapperstei ainsi que la place tenue par les chrétiens de gauche alsaciens dans la recomposition du paysage politique. Un autre article s'intéresse, longuement, à l'histoire de la JOCJF (Jeunesse ouvrière chrétienne féminine) à Mulhouse depuis l'après-guerre jusque dans les années 1960, illustrée par trois notices, portraits de militant(e)s. S'y ajoutent la présentation d'une exposition sur l'habitat social à Mulhouse et l'évocation de la guerre d'Algérie et de ses suites telles qu'elles ont été vécues en Alsace.

À l'évidence, les activités d'Almémos (journées d'étude et notices du Maïtron) tissent un réseau dont les publications rendent utilement compte: on y retrouve des liens entre les acteurs du mouvement social, fil-évidemment- rouge d'acteurs présents, tout à la fois, dans des syndicats, des partis politiques et des mouvements divers. On y découvre les traditions ouvrières et celles du milieu populaire, ainsi que le rôle joué par les intellectuels et les responsables associatifs, syndicaux et politiques. La série complète des bulletins depuis les débuts en porte témoignage, ce qui encourage à les conserver pour les consulter à l'occasion. Preuve, s'il en fallait, que la tradition de progrès reste bien présente en Alsace et que nous avons tous intérêt à en connaître l'histoire et les fondements.

La prochaine journée d'études, dont la date n'est pas encore arrêtée, sera annoncée en temps utile. Le thème, lui, en est connu: « Le syndicalisme à l'épreuve de la Grande Guerre », légitime contribution d'Almémos aux célébrations de la guerre de 14-18.

Pierre Boulay

## Décembre 2013

### Sommaire

#### Édito

Par Pierre Boulay 1

#### L'après 68 en Alsace

Uss'm Follik, une expérience de contre-information en Alsace 2

Klapperstei ou K68 5

La place des chrétiens de gauche 6

Les années 68 de Jean-Luc Nancy 7

Notices : J.-L. Nancy  
Ph. Lacoue-Labarthe 9

Des la jocf aux autres engagements 11

Notices : D. Weber – J. Weber  
D. Ober 19

L'engagement des étudiants chrétiens de Strasbourg pour la paix en Algérie 21

Notes de lecture 22

Au fil des expos 23

#### Agenda

Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre Mondiale 24

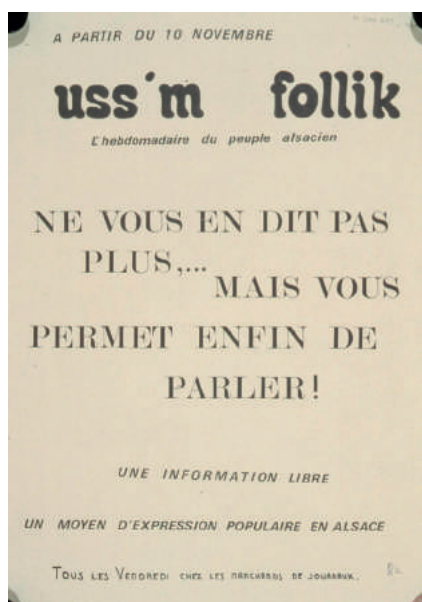
#### Renseignements pratiques

Adresses 24

Bulletin d'adhésion 20

### Uss'm Follik, une expérience de contre-information en Alsace ?

*Uss'm Follik*, qui paraît plus ou moins régulièrement pendant dix années, de novembre 1972 à 1982 est l'exemple bas-rhinois, strasbourgeois de ce que Laurent Martin<sup>1</sup> appelle « la nouvelle presse des années 70 », petite sœur alsacienne, de plus en plus alsacienne, de *Charlie Hebdo* ou de la *Gueule Ouverte*<sup>2</sup>. Il y a à ce moment-là, en France, d'après André Rimailho, trois cent parutions du même type, touchant un lectorat de cinq à six cent mille personnes. Cet hebdomadaire ne bénéficie pas du privilège de l'antériorité en Alsace : Klapperstei68, le glorieux aîné est né en mai 1972, plusieurs mois avant ; les deux journaux sont d'ail-



leurs en relations constantes, même si les équipes strasbourgeoises sont toujours distinctes de celles du mensuel de J.-P. Sallens.

Disons tout de suite qu'*Uss'm Follik* n'est pas l'objet typographique le plus abouti des deux : notamment au début, le journal a souvent été un peu « bricolé », imprimé en offset, par plusieurs imprimeries dont la plus importante est sans doute l'Imprimerie Populaire Alsacienne (IPA),

une SCOP constituée au moment où démarre le journal, animée par René Sager<sup>3</sup>, un ancien de la CFTC, devenu CFDT, militant des jardins ouvriers, candidat PSU en 1967, autogestionnaire et surtout, plus âgé, donc souvent le mentor<sup>4</sup> de tous ces journalistes en herbe...

La mise en page est toujours restée quelque peu artisanale, qu'elle soit réalisée 10, rue du Bouclier, premier siège de l'IPA, ou à la Librairie Bazar Coopérative, rue des Veaux : bouts de papier collés, dessins « là où il y avait de la place ». Jef Tombeur, journaliste free lance, traducteur, éminent typographe, toujours en activité aujourd'hui dans la presse internet, « seul salarié à plein temps rétribué à mi-temps » « à un demi-SMIG » de l'IPA décrit ainsi son travail hebdomadaire, en faisant au passage l'éloge de la technique de composition dite des lettres-transfert : *Je n'irais pas jusqu'à m'en vanter, mais je dois avouer que ça m'a eu bien dépanné. Le tout était d'être soigneux et patient... et prêt à deux, trois, quatre fois recommencer l'ouvrage. A Uss'm follik (un hebdo bilingue alsacien très fauché) je faisais les titres ainsi puisque la multipoint (ancêtre immédiat de la composphère IBM) ne permettait guère d'aller au-delà d'un corps 13 (si je me souviens bien, et les boules étaient chères). Or donc les Letraset étaient collées une à une sur une étroite bande de cellophane pour faire une sorte de casse. Evidemment, elles s'abîmaient, il fallait refaire. Ensuite on collait le cello sur l'adhésif d'une barrette d'une sorte de mini-insoleuse (pratiquement pas de vide, même en s'asseyant dessus), et on clichait. Souvent, il fallait retoucher au Rotring (cas de lettres craquelées), découper la bande exposée pour remettre certains caractères un tant soit peu d'aplomb. La phase délicate, c'était de faire basculer la barrette (des bandes cello se décollaient, il fallait recoller...)*

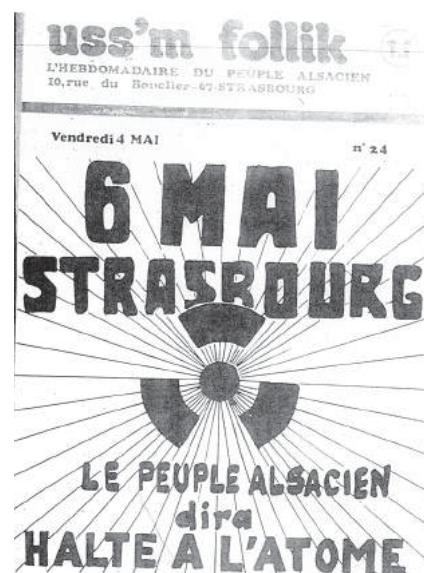
*Il y a quelques polices numériques « grunge » qui m'évoquent irrésistiblement ce que produisait ce procédé ô combien primitif et malaisé.*

*Mais c'était quand même mieux que la Ronéo ou la machine à alcool des écoles primaires.*<sup>5</sup>

3 Alfred Wahl a beaucoup insisté sur sa conscience politique très locale, et sur des choix électoraux parfois paradoxaux lors de la journée Almémos de décembre 2012

4 Raymond Piela, entrevue, juin 2012.

5 Jef Tombeur, in typographie@irisa.fr



Identifier plus précisément l'objet de ce travail n'est pas chose facile : *Uss'm Follik* a eu une vie agitée, marquée par plusieurs morts et des renaissances plus ou moins difficiles : le manque d'argent a toujours été chronique, et le titre a toujours été, pour reprendre une autre expression de Jef Tombeur, « un hebdo fauché », où la vente d'un numéro payait à peu près l'édition du suivant<sup>6</sup>. On peut même se demander si, contrairement au *Klapperstei68* de J.-P. Sallens, il n'y a pas eu plusieurs *Uss'm Follik*... À l'origine, le projet émane d'un collectif, l'AGALSI (Agence Alsacienne d'Information) fondé en 1971 par des étudiants en troisième année de journalisme, au Centre Européen Universitaire de Journalism (CUEJ). La naissance est d'ailleurs déjà difficile, une partie du collectif faisant scission à ce moment-là en dénonçant « la pratique impérialiste et affairiste de certains membres pour la mise en œuvre prématurée et irréfléchie d'un hebdomadaire populaire »<sup>7</sup>. Les sécessionnistes fondent plus tard un autre collectif, *La Marge*, et se consacrent à la diffusion de leur propre production, associée au journal *Vroutsch*, où l'on retrouve notamment René Fugler<sup>8</sup>.

Parmi les fondateurs d'*Uss'm Follik*, partiellement identifiés, on retrouve les journalistes Michel Arnould, futur directeur de la publication, François Sand, et, surtout, Philippe Morinière, qui est être la

6 Raymond Piela, idem

7 Plus loin.org, la Librairie Bazar Coopérative de Strasbourg, pourquoi nous en sommes sortis

8 Cft sa biographie dans le Maitron, Dictionnaire...

## L'après 68 en Alsace

cheville ouvrière du groupe.

Le projet paraît fort cohérent au départ: l'AGALSI acquiert une imprimerie offset d'occasion, trouve un local, 10, rue du bouclier, lance une SCOP, dûment constituée en décembre 1972, au nom d'IPA (Imprimerie Populaire Alsacienne), où œuvrent René Sager et son fils.

Chose assez rare, le projet est théorisé, réfléchi, puisqu'avant la parution du premier numéro, l'AGALSI sort un texte qui est en quelque sorte la charte constitutive de la publication, où le nom choisi est longuement défini: «*Uss'm Follik. Du peuple. Issu du peuple. Sorti du peuple. Écrit par le peuple.*»<sup>9</sup>. Ce document est marqué par le refus du journalisme commercial, voire même professionnel, et rêve d'une équipe, d'un réseau d'abonnés-informateurs-diffuseurs fondant une sorte d'organe de presse quasiment organique, populiste au sens premier du terme. Le futur journal est conçu comme un espace de liberté, récusant toute hiérarchisation de l'information, tout entier consacré à «*la culture populaire*», «*les petits événements qui tissent notre vie*

nal très actif à ce moment, déclare vouloir dialoguer avec K68, et a des idées d'extension en Moselle, voire en Franche-Comté, pour arriver à un objectif de 2000 abonnés, payant 45 F par an, une base solide pour développer le journal.

Le premier numéro sort le 10 novembre 1972, sous la direction de Charles Dillinger, «*militant populaire de Strasbourg*», membre de la CFDT.

Identifier les journalistes n'est pas chose aisée: Beaucoup d'articles sont écrits par des correspondant extérieurs<sup>10</sup> et rares sont ceux qui signent de leur nom comme Daniel Urban ou Jean Jacques Rettig, secrétaire du CSFR, le Comité de Sauvegarde de la Forêt Rhénane, qui intervient dans le numéro 3. Ce qui domine, ce sont les pseudonymes (Philippe Morinière, qui travaille également aux Dernières Nouvelles d'Alsace), ou de simples initiales, MC, DH, ou AW<sup>11</sup>s.

*L'Hebdomadaire du Peuple Alsacien* a du mal à vivre dès le début: **le nombre d'abonnés escompté pour pouvoir fonctionner normalement n'est jamais atteint...**

Si les deux premiers numéros sont distribués à 1200 exemplaires, les suivants à 2000, les abonnés ne sont que 300 en décembre 1972. En février 1973, ils sont 400 à peine: à aucun moment le journal ne dispose d'un fonds de roulement suffisant pour lui permettre de se dégager des contraintes du court terme.

Le directeur change à ce moment là: *Alain Schaffhauser*, *cheminot*, puisque c'est ainsi qu'il se désigne lui-même, remplace *Dirringer*, et lance une campagne d'abonnements bénéfique, puisque 800 personnes sont inscrites en mai 1973. Un véritable conseil de rédaction apparaît à ce

10 Il y a même un début de constitution de rédactions extérieures à Haguenau, Sélestat...

11 Alfred Wahl, qui signe une série d'articles tant sur les coulisses du RPSM (le Racing Strasbourg de l'époque) que sur l'évolution de la gauche alsacienne, ou sur l'actualité, avant de quitter le journal, très critique sur certaines positions politiques ambiguës.



### SPECIAL CONTRACEPTION AVORTEMENT



moment là, avec J.M. Hitter, Jef Tombeur, Pierre Helfert, et le prix passe à 1F50 en septembre, avec désormais un millier d'abonnés... Il y a là évidemment une esquisse de professionnalisation... quand arrivent les premiers procès, comme celui intenté à Alain Schaffhauser et son «*complice*» Patrice Muller pour un article au titre évocateur paru dans le numéro 20, «*Mini-mafia à Grand-fontaine*».

Une deuxième période s'ouvre, marquée par un premier temps de silence, où l'hebdomadaire cesse de paraître: en janvier 1974, le constat est amer: «*financièrement, nous sommes au bord du gouffre*»: avec 1200 abonnés au maximum, le journal n'arrive pas à vivre, d'où une profonde réorganisation, marquée par l'installation de la publication au 1, rue des Veaux, à la Librairie Bazar Coopérative, dans un projet neuf de Centre d'Information lié à l'espace de liberté initié par Philippe Morinière<sup>12</sup>.

Nouveau projet, nouvelle(s) mouture(s): fin février 1974 on en est à 700 abonnés seulement, mais 3400 numéros sont vendus en kiosque ou en vente ambulante: pendant toute cette période, la direction est assurée par Fabien Muller, puis, d'octobre 1974 à février 1975, par Raymond Piéla.

Cette période correspond à l'arrivée d'une nouvelle génération d'étudiants, de 20 à 25 ans, qui viennent s'ajouter aux «*anciens*» que sont à ce moment Philippe Morinière, François Sand ou Michel Arnould: Piéla, Mieseles (en fait Béatrice Sommer, sa

12 L'installation d'Uss'm Follik n'a d'ailleurs pas été du goût de tous les groupes qui participaient à cette expérience...



quotidienne», «*ses trois jambes, les moyens de vivre, le cadre de vie, la qualité de vie*».

Le projet est ambitieux, et se veut ouvert, puisque l'équipe cherche à entrer en contact avec *Politique-Hebdo*, un hebdomadaire natio-

9 BNU, microfilm, M.MFL.485



1982/3, au moment où d'autres médias (les radios libres notamment) prennent le relais : l'histoire d'Uss'm Follik n'a décidément pas été un long fleuve tranquille, notamment au point de vue économique...

C'est aujourd'hui une source précieuse, qui mérite qu'on s'y intéresse : l'hebdomadaire est pendant toutes ces années à la fois un témoin et un acteur engagé dans les multiples luttes qui marquent l'après-mai dans une Alsace qui bouge avec retard, mais qui bouge beaucoup : dans une région où l'information est par ailleurs plutôt verrouillée à ce moment là, la publication a été l'interlocuteur privilégié, mieux, a permis l'expression plus ou moins directe des acteurs de ces luttes, qu'elles soient liées à la ville (la Krutenau) ou à l'écologie (Fessenheim), à la jeunesse (les carnivals des années 70, ou les mouvements étudiants) ou

aux mouvements sociaux, à travers les grandes grèves, de Coframaille à Roth Frères, en passant par Clark ou General Motors : à chaque fois, Uss'm Follik suit l'événement au plus près. Et parfois les journalistes sont les acteurs eux-mêmes, révélant ce que Xavier Vigna appelle des « fragments du discours ouvrier<sup>13</sup> ». L'hebdomadaire est aussi le témoin d'une rupture culturelle : l'alsacien y a sa place dès le début, même si la Charte, prudente, précise qu'il faudra à chaque fois insérer une traduction à l'usage « des habitants des vallées vosgiennes », mais dans une optique totalement différente des mouvements autonomistes d'antan, en fait très proche des mouvements régionalistes qui marquent les années 1970 : **l'alsacien est utilisé parce que c'est une langue populaire, voire même une langue de classe...**

Uss'm Follik, un peu bricolé, chroniquement désargenté, agité de multiples querelles est finalement un vrai document patrimonial pour l'histoire de l'après mai en Alsace.

Jacques Ernewein

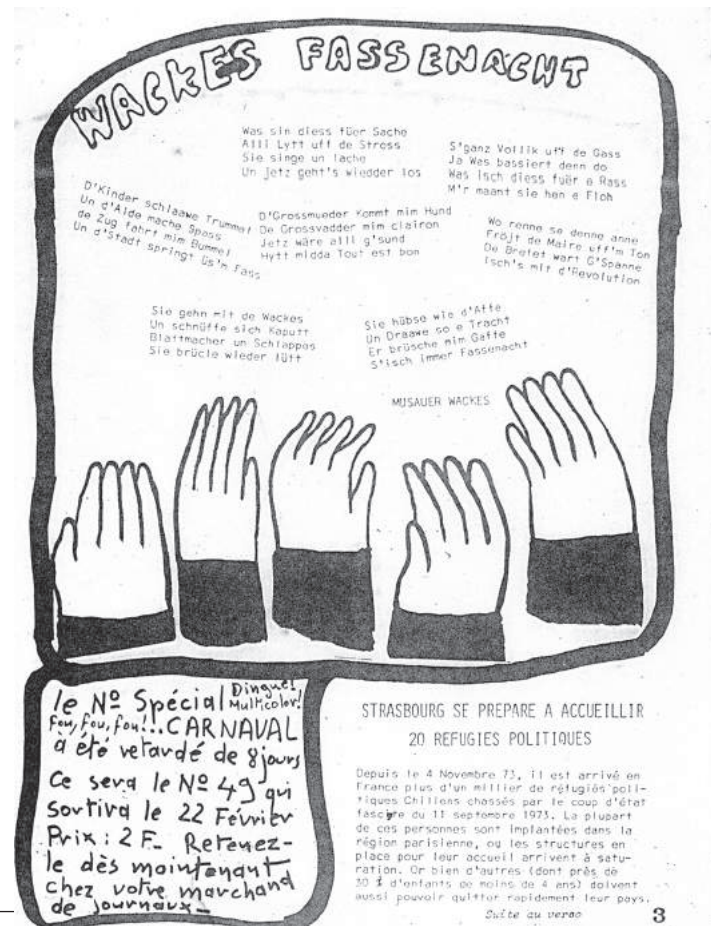
13 Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968, 2007*

compagne), Berthe (?), Gilbert Allignet et un élément mal identifié par la rédaction elle-même, un nommé Willy...

Là aussi, rien n'est stable : la revue change plusieurs fois d'imprimerie passant à l'Etoile Imprimerie de Strasbourg, pour revenir à l'IPA et en repartir, le tout scandé par des périodes récurrentes de silence : 3 mois pendant l'été 74, tout le mois de novembre 74 sans aucune parution. Mais c'est sans doute une des périodes les plus intéressantes quant à la forme du journal, où se développe un joyeux bouillon de culture écolo-gico-régionaliste...

La dernière période est sans doute plus militante, resserrée autour d'une équipe plus professionnelle sous la direction de Michel Arnould. Beaucoup de membres de l'équipe précédente quittent à ce moment la publication (R. Piela rejoint par exemple le *Butterflade* d'Armand Peter).

Le journal abandonne en tout cas la Librairie Bazar, pour s'installer à partir de janvier 1976 au 101, Grand Rue et changer encore une fois d'imprimeur, en rejoignant Gérard Schmaltz, 1, route de Colmar. Le prix change au gré de l'inflation, le rythme de parution change pour devenir bimensuel, puis le journal se transforme en ce que les spécialistes appellent un irrégulomadaire, pour s'éteindre progressivement en



### Klapperstei ou K 68: un exemple de presse libre régionale au cœur des luttes dans le Haut-Rhin

Un volume édité en 1995<sup>1</sup>, rassemble les 24 n° de 1972 à 1974 (*K68* a survécu jusqu'en 1979) sous forme de fac-similés. Quels sont l'intérêt et les limites de cette sélection?

Le livre ouvre sur un éloge de la liberté de la presse dont *K68* est un ardent défenseur, dit Henri Leclerc, avocat, par ailleurs président national de la Ligue des Droits de l'Homme de 1995 à 2000, ayant pris la défense de Jean-Pierre Sallent<sup>2</sup> dans ses déboires judiciaires. Ce livre constitue une «véritable tranche d'histoire alsacienne», selon Roger Winterhalter, fidèle compagnon de route de *K68*<sup>3</sup>.

Une longue présentation de *K68* (beau clin d'œil où le numéro du département et la référence au mois de mai se confondent dans le nombre «68») livre une argumentation de la Charte de *K68*, par ailleurs non citée, et souvent répétée dans les réponses aux courriers des lecteurs.

Le but avoué de *K68* est de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas, quitte à la refuser à ceux qui l'ont, qu'il s'agisse de personnes, d'organes de presse, ou d'associations, dont on retrouve les identités dans la liste des «amis» ou celle des «ennemis». Il est aussi de faire connaître et dénoncer les situations intolérables, sans nécessairement ouvrir des voies alternatives, car, selon *K68*, proposer et construire revient aux syndicats et aux partis politiques.

*K68* s'engage à publier les contributions de lecteurs, anonymées si c'est demandé, mais l'identité est requise.

1 *Klapperstei 68, presse libre, la mémoire du peuple* par J.P. Sallent, 1995, chez J Do Bentzinger.

2 Jean-Pierre Sallent, éditorialiste, à partir de 1996 du *Tigre de papier* («le plus petit journal du monde»), héritier de *K68*, décédé en 2005.

3 Maire de Lutterbach (1977 à 2001), s'efforçant de faire partager et vivre ses convictions autogestionnaires, écologistes et pacifistes. Son ouvrage *Si c'était à refaire*, paru en 2012, montre à quel point son expérience de la guerre d'Algérie (point de départ des ses engagements comme membre du PSU, puis des Alternatifs), plus précisément sa proximité des militants indépendantistes algériens, est essentielle.

*K68* ne souhaite pas faire appel à des journaliste professionnels, pas plus qu'il ne donne d'indication de vote, mais se prononce clairement contre la droite.

Enfin, deux fortes personnalités, déjà mentionnées, sont au cœur de l'entreprise: Jean-Pierre Sallent et Roger Winterhalter.

Sympathies et antipathies s'affichent assez clairement, au fil des numéros.

#### Qui sont les amis?

- Issus du monde associatif, dans ces années-là riche et diversifié: la FASP (Fédération autonome des syndicats de police), de tradition progressiste, les syndicats dans leur ensemble; le Mouvement français pour le planning familial, les GAM (Groupes d'action municipale, en marge des partis politiques de gauche, prônant la démocratie participative à l'échelle locale; la CIMADE, Choisir (mouvement de dépenalisation de l'avortement), les APF (Associations populaires familiales), les Amis de la terre (réseau écologiste), les Amis des hommes et de la paix, les Comités de défense des appelés («sous l'uniforme, tu restes citoyen»), Comités Chili (très actifs après le coup d'état de Pinochet), CSFR (Sauvegarde Fessenheim),

- des organes de presse: *Uss'm Follik* (le frère bas-rhinois), d'autres titres de la presse presse libre régionale hors Alsace, *Libération*, *La Gueule ouverte* (hebdomadaire pacifiste, écologiste fondé en 1972), *le Canard enchaîné*, *Témoignage Chrétien* (chrétiens de gauche, très implanté en Alsace), *Politique Hebdo* (fondé en 1970), *le Nouvel Observateur* (d'abord intitulé *France Observateur*), *Rouge* (hebdomadaire de la Ligue Communiste Révolutionnaire, LCR, de 1968 à 2009),

- des dessinateurs satiriques: Reiser, Cabu...

- des maisons d'édition: Editions du Seuil; Maspero,

- des partis politiques de gauche: PSU (Parti Socialiste Unifié, 1960-1989), le PS (Parti Socialiste, issu du congrès d'Épinay en 1971), PSU et PS se démarquant de la SFIO d'avant, le PCF (Parti Communiste Français), avec des moments de divergences,

- des institutions: la Librairie bazar

coopérative (librairie alternative, de Strasbourg, dans la mouvance autogestionnaire), les MJC (Maisons de la jeunesse et de la Culture), le Rallye Drouot (centre d'animation culturelle à Mulhouse): les militants culturels alsaciens (dans l'ensemble des chroniques publiées, 38 sont en langue alsacienne, très souvent de la plume de Roger Winterhalter),

- des personnes engagées et militantes: Roger Siffer, le Père dominicain Jean Cardonnel, de toutes les batailles, très souvent présent en Alsace, Denis Langlois (avocat, écrivain, militant)...

#### Qui sont les ennemis?

- des organes de la presse nationale: *France-Soir*, *Paris-Match*, même *l'Express*, en Alsace *L'Alsace* et les *DNA*, encore qu'il faille nuancer, car, souvent objet de critiques acerbes, les deux quotidiens régionaux servent parfois de référence, en particulier lorsqu'ils rendent compte de mouvements sociaux qui accréditent les positions de *K68*, les journaux commerciaux,

- les politiciens de droite: au hit parade de ces années-là, Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur (responsable de l'opération «plombiers du *Canard Enchaîné*») qui s'est vu offrir par *K68* un passe-montagne et des sabots, Émile Muller, maire ex-SFIO de Mulhouse, André Bord, ministre sous De Gaulle, J.M. Le Pen, avant même sa redoutable ascension, Georges Pompidou et son Premier ministre Pierre Messmer, Georges Bourgeois, président du conseil général 68, Joseph Rey, maire de Colmar...

- les (RG) Renseignements Généraux, le SAC (Service d'action civique, formation aux relents d'extrême-droite, au service de De Gaulle et souvent traitée de police parallèle, l'UDR (Union des démocrates pour la République, appellation du moment du parti gaulliste), l'UJP (Union des jeunes pour le progrès, rassemblant les jeunes gaullistes sous la présidence de Robert Grossmann)

#### Les moments difficiles de K68

Deux affaires judiciaires ont lourdement pesé sur les finances et l'avenir de *K68*:

- le scandale de la caisse des

congrés payés du bâtiment: *K68* est condamné à une amende et à la publication du jugement dans des quotidiens et dans *K68*;

- pas de souscription possible pour des frais de justice, d'où l'opération « passe montagne » qui permet de rassembler quelques fonds;
- à plusieurs reprises, menaces de disparition de *K68*.

### Les luttes d'entreprises

Très nombreuses et bien suivies par *K68* elles se situent à l'ORTF (établissement public chargé de la radio et de la télévision), LIP (horlogerie à Besançon, grand laboratoire autogestionnaire), EDF, l'entreprise AMC, l'IMP (Institut médico-pédagogique) Biehler; la Caisse du bâtiment, l'hôpital du Hasenrain, la SACM (Société alsacienne de constructions mécaniques, Mulhouse, une des plus importantes entreprises du Haut-Rhin), les MDPA (Mines de potasse d'Alsace), Peugeot, les PTT (Postes, télégraphes et téléphones), le Larzac, lutte emblématique rassemblant des Français venus de partout; le Lycée technique de Colmar...

### Conclusions provisoires

- *K68* a fait preuve d'une activité débordante

- y étaient traitées des questions locales, nationales et internationales, ce qui démontre bien sa fidélité à l'idéal solidariste et la volonté de ne pas s'en tenir au niveau régional.

La question de l'héritage et des successeurs s'est posée avec acuité, en particulier en raison de la très forte personnalité de J.-P. Sallent et de R. Winterhalter et de leur investissement difficilement égalables.

Les responsables ne se posaient pas en avant-garde intellectuelle de théoriciens révolutionnaires, mais en gens de terrain qui ne privilégiaient pas un modèle socio-politique unique,

- s'y exprimaient une tradition populaire entre les mains de syndiqués, d'ouvriers entre autres, avec sa légitime place du dialecte alsacien, et une autre plus analytique, mais l'écriture des uns et des autres était marquée de façon égale par le langage militant, peu soucieux d'élégance ou même de correction stylistique ou orthographique, *K68* a sa place dans le maillage fran-

çais de la presse libre régionale; une vraie solidarité les liait d'ailleurs.

Et maintenant? Quelques magazines ou bi-mensuels de tradition satirique sont bien publiés en Alsace, mais leur caractère très souvent ambigu (entre dénonciation légitime et relents populistes) ne permet en aucun cas de leur reconnaître le rôle de successeurs de *K68* ou de *Uss'm Follik*, et, il faut bien le reconnaître, les temps ont suffisamment changé pour qu'une partie de l'héritage se soit perdu et qu'une autre, sur un mode renouvelé, se retrouve dans les réseaux sociaux. Cela permet de nuancer le propos et d'éviter celui de la « fin du militantisme » et de ses expressions.

Pierre Boulay

## La place des chrétiens de gauche dans l'action et la recomposition politiques de l'après-mai 68 en Alsace

Dans un chapitre consacré à la « Géographie de la gauche catholique » Yvon Travouez analyse la situation sur l'ensemble du territoire français. Il concerne les années 1960 à 1970. Constatant que la géographie n'est pas souvent prise en compte, car c'est une entreprise difficile, en particulier en matière de quantification, il fait remarquer qu'on dispose néanmoins de chiffres (abonnement, membres, participants à des rencontres...), parfois de façon ponctuelle, permettant de dresser un portrait.

Sont exclus de cette présentation les mouvements « historiques » de l'Action Catholique, au profit de nouvelles mouvances, essentiellement post 68. Parmi eux, un certain nombre de groupes sont très éphémères (d'une durée de vie de 1 à 3 ans), d'autres étant promis à une plus longue existence.

En isolant de l'ensemble de l'étude les données concernant les organisations chrétiennes de gauche en Alsace et diverses manifestations, il en signale six :

- **les abonnés de *La Lettre*** (qui s'inscrit dans la durée et traite de questions politiques et religieuses -comme c'est le cas de la très grande majorité de des mouvements - entre *Frères du Monde* et *Témoignage Chrétien*): — Alsace 30 sur un total de 1950 en France

- **groupes TC**: ventes et réunions publiques, actions ponctuelles ou régulières (contre l'école privée en Bretagne, revendication occitane, engagement tiers-mondiste...), ouverts aux protestants (dont Mulhouse, avec Monique et Roger Winterhalter), parfois des actions conjointes sont entreprises avec d'autres organisations: — Alsace 8 sur un total de 152 en France

- **communautés de base**: petits groupes informels, privilégiant l'expérience vécue dans le quotidien, plus éloignées des questions politiques et religieuses: — Alsace 2 sur

un total de 72 en France

- **grands rassemblements:** présence à celui de Bourges (1970): — Alsace 3 sur un total de 550 en France.

- sur 7 hauts-lieux de rencontre de la gauche catholique / et/ou chrétienne: l'un, Storckensohn, se trouve en Alsace

- **Communio de Boquen:** devenu l'emblème de la contestation catholique, institution très politisée. Nombre de personnes fréquentant le monastère: — Venus d'Alsace, 6 sur un total de 300 en France

### Conclusions

- Les militants catholiques se trouvent là où il y a une forte présence catholique, dont l'Alsace, mais c'est avant tout un phénomène urbain.

- Ils sont très impliqués dans l'action politique, sans en être nécessairement à l'origine: Lip, le Larzac, Fessenheim, la CFDT, le PS, le PSU, le MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), les campagnes pour le Vietnam, la Palestine, l'Amérique latine, passagèrement pour la Chine.

S'il fallait retenir un personnage emblématique cela pourrait être Jean Cardonnel, souvent présent en Alsace (K68, Strasbourg), à la croisée de bien des chemins.

La gauche catholique et protestante de ce type est un indiscutable partenaire de la recomposition politique des années 1970, régulièrement présent en Alsace, surtout à Mulhouse et à Strasbourg, mais aussi à Colmar par le Groupe d'action municipale (GAM) issu de La Vie Nouvelle, mais sans doute assez discrètement, y compris en comparant avec le reste de la France.

### Et maintenant?

Si les grands rassemblements se font plus rares et sont plutôt accaparés par des organisateurs comme ceux des JMJ (Journées mondiales de la jeunesse) ou lors de la visite du pape, il subsiste des « poches de résistance » héritières des mouvements des années 1970 comme, à titre d'exemples, sans pouvoir être sûr de les citer tous, et en faisant remarquer qu'ils ne revendiquent pas tous explicitement la tradition de

gauche, mais il est clair que la sympathie leur est acquise de ce côté-là:

- les organisations « historiques » de l'Action Catholique

- les abonnés à Témoignage Chrétien,

- des organisations religieuses et/ou syndicales autour de quelques prêtres-ouvriers,

- des manifestations de sympathie à l'égard de Jacques Gaillot, ancien évêque d'Evreux,

- le mouvement Comprendre et s'engager, né de l'incompréhension de chrétiens devant la montée du Front National et de la volonté de s'exprimer sur l'impossible conciliation des thèses racistes et xénophobes avec le message évangélique,

- David et Jonathan, mouvement homosexuel chrétien,

- les Cercles de silence (tenus très régulièrement en fin de mois dans plusieurs localités alsaciennes) lancés en 2007 pour « protester contre l'enfermement systématique des sans-papiers dans les centres de rétention administrative en France »

- la maison d'édition indépendante catholique contestataire Golias.

Pierre Boulay

### Les années 68 de Jean-Luc Nancy

Vous m'avez demandé un témoignage sur les années 68 telles que je les ai vécues à l'Université de Strasbourg avec mon ami Philippe Lacoue-Labarthe.

Il faut commencer en amont. Depuis longtemps j'ai été frappé de me rendre compte, rétrospectivement, de la manière dont les années antérieures à 68 avaient prélué aux événements, de manière peu visible et peu bruyante mais par une évolution très sensible des sensibilités et des mentalités. Du point de vue politique, je suis porté à penser qu'après l'indépendance de l'Algérie – qui avait été la grande affaire de notre génération et qui nous avait occupés pendant nos années de lycée puis d'Université (en gros ; pour ma part j'ai passé l'agrégation en 1964) – il y a eu une sorte de rupture et de suspens. Notre trajectoire politique qui semblait toute tracée et sans interruption possible s'est trouvée interrompue. C'est-à-dire que la postulation de la gauche non communiste, qui était la mienne, disons celle d'une sorte de socialisme teinté de marxisme mais depuis 1956 résolument anti-stalinienne (néanmoins toujours plus ou moins « compagnon de route » du PC, et en même temps bercés par la représentation d'un PC italien censé être beaucoup plus dynamique et inventif ainsi que par celle de la politique du « non-alignement » et de l'« autogestion », deux termes – liés entre autres à la Yougoslavie – qui avaient pour nous valeur de suggestions plus que de notions précises) – cette postulation se trouvait en manque de prise sur notre existence européenne dès que nous n'avions plus à nous projeter vers le « tiers-monde » (ou que cette projection impliquait de se rendre concrète, par exemple en partant en Afrique, hypothèse qu'il était presque inévitable d'envisager et de discuter). En fait nous ne savions plus très bien ce que signifiait pour nous, en France (en Europe) l'action politique découplée du soutien à la lutte algérienne. La guerre du Viet-Nam nous mobilisait de manière plus lointaine, offrant beaucoup moins de possibilité d'actions dans notre environnement immédiat, et en un sens je pense que la critique de « l'impérialisme américain » l'emportait sur le soutien au peuple vietnamien (sans même

parler du communisme). On peut sans doute dater de cette époque le début, pour des gens de notre âge, d'un désenchantement de gauche. Et on peut comprendre à partir de là comment 68 a pu être, au moins pour certains dont nous fûmes, une mise en panne de la politique.

Dans les cinq ou six années avant 68 je suis passé de l'adhésion militante à la fois à l'UNEF et à la CFDT (pour moi, chrétien de gauche, le courant nommé « Reconstruction » représentait le progrès de la « déconsecration » en même temps que d'une sorte de socialisme non-communiste, ce qui ne voulait pas dire forcément non-marxiste : je pense au contraire que l'ombre de Marx continuait à nous servir de repère, fût-il complexe) – passé, donc, à une désaffection pour cette même CFDT (que je me suis mis à traiter de « trade-unioniste »...) et même à un intérêt fugitif pour le maoïsme. Dans le même temps, Philippe Lacoue-Labarthe (que je ne connaissais pas) avait appartenu à Bordeaux à « Socialisme ou Barbarie » (après avoir eu des rapports avec les cercles autour d'Ellul) qui devait se dissoudre en 67 ; Philippe en était déjà éloigné, s'étant rapproché des « situ » sous l'influence de Daniel Joubert, que j'ai par hasard connu moi aussi, mais à Paris, dans ces années-là. Joubert fut un des initiateurs du pamphlet « De la misère en milieu étudiant » et en 68 il nous a souvent rejoints, venant de Paris, déjà lié qu'il était aux situs de Strasbourg réunis, il faut le rappeler, par la présence de Henri Lefebvre – c'est-à-dire d'un déplacement significatif de la critique marxiste. Philippe était déjà fervent situ avant 68 tandis que pour ma part j'avais fait un passage au PSU qui n'avait pas duré plus d'un an tant le fonctionnement de « parti » – même là – me convenait mal.

A ces trajets politiques il faut ajouter que nous étions aussi, dans ces mêmes années, entrés dans un climat de transformation des mœurs. La liberté sexuelle faisait bon ménage, si je peux dire, avec une pratique encore assez traditionnelle du mariage (en 1967 j'avais déjà deux enfants). La loi Neuwirth date de 67, c'est dire que le changement des mentalités et des comportements l'avait précédée. Il ne s'agissait pas seulement de mœurs au sens sexuel mais aussi bien au sens des rapports hiérarchiques, des institutions et des observances tant religieuses que

laïques. Si j'essaye de comprendre cette transformation, je dirais que nous étions passés, depuis notre enfance, par un double mouvement : d'abord nous avons été militants, on pourrait dire essentiellement militants, définis par des activités militantes (« mouvements » comme la Jeunesse Etudiante Chrétienne, « organisations » comme Socialisme ou Barbarie, « tendances », « lignes », en plus bien sûr des partis et de toutes les formes de rassemblement qui devaient être l'héritage des luttes sociales, politiques et idéologiques des années 20 et 30 aussi bien que de la Résistance) et peu à peu l'esprit militant s'était démobilisé par fragilisation ou effacement de ses objectifs. Très profondément, notre rapport à l'histoire et à l'action s'était transformé à notre insu.

Trois détails en attestent pour moi. D'une part, la question du sens de la vie militante en tant qu'elle sacrifie la vie privée à un engagement pour un avenir lointain est une question qui, je m'en souviens, est apparue de manière erratique mais insistante au début des années 60. (Certes, je sais bien que pour moi, à 20 ans, il y avait assez peu de « sacrifice » d'une « vie privée », mais cela ne rend que plus frappant le fait que la question résonnait, venue certainement des plus âgés). D'autre part en 1963 la revue *Esprit* avait organisé une rencontre sur le thème du « silence des jeunes » : pourquoi ma génération ne parlait-elle pas ? pourquoi semblait-elle ne rien avoir à proposer alors que nos aînés avaient eu tant à cet égard ? J'étais invité à parler de ce thème... de manière symptomatique cette intervention sur « un certain silence » (c'était mon titre, évoquant Françoise Sagan) a été ma première intervention en public dans un contexte entièrement adulte. Enfin, détail qui fera transition avec le registre philosophique, je me souviens que la revue des étudiants communistes, *Clarté*, consacrait dans les années 60 un numéro à interroger le concept d'« aliénation » (est-ce qu'il suppose son contraire d'entière désaliénation, d'authenticité intégrale ? etc.) Cela m'a beaucoup frappé car j'ai pensé que les intellectuels communistes se trouvaient contraints de mettre en question une des notions majeures de leur discours.

En même temps, une transformation philosophique était à l'œuvre depuis les dernières années de nos études : Althusser, Deleuze, Derrida,

Foucault, Lyotard, Lacan étaient apparus. Nous étions la génération de la rupture avec Sartre, pour dire les choses de manière tranchée. Ce qui veut dire bien moins avec l'existentialisme – au contraire, nous étions dans un climat où l'« existence » entendue à partir de Heidegger et avec des échos plus liés à Merleau-Ponty qu'à Sartre commençait à l'emporter sur l'histoire ou sur le savoir – qu'avec la vision d'un projet, et d'un progrès, de lutte historique (donc le Sartre de la « Critique de la raison dialectique »). En même temps, nous venions d'un temps où avait prévalu l'idée que les « sciences humaines » allaient supplanter la philosophie, ce qui signifiait pour cette dernière une nécessité de transformation assez radicale. Je pense qu'en fait nous étions dans la liquidation des « visions du monde » (on dirait plus tard « idéologies » en un sens non marxiste) et dans la naissance d'un autre régime de pensée. Il faut bien abrégé. 68 nous a trouvés dans la situation assez remarquable d'être à la fois de tout nouveaux universitaires – assistants à l'époque (moi tout juste élu, Philippe arrivé l'année précédente) – et déjà des critiques farouches de cette Université à laquelle nous nous félicitions pourtant d'appartenir. Cette contradiction patente nous fut durement reprochée par les « mandarins » que 68 déstabilisait. Elle existait, c'est incontestable – mais elle répondait aussi à une situation où nous pouvions penser que l'Université, dans son indépendance de lieu du savoir pur, pouvait et devait être le lieu des mises en cause les plus radicales.

Il me serait impossible de dire comment cela a commencé, mais j'ai l'impression que très vite, à Strasbourg et pour nous, les troubles nés de situations pratiques (socio-économico-culturelles) engageaient une critique de fond de la société, et une critique moins politique – du moins au sens de toutes les lignes politiques définissables – que métapolitique pour ne pas dire métaphysique : le « vieux monde » comme on disait était en train de mourir et nous savions que les projets, prospectives et programmes de lendemains appartenaient eux-mêmes au vieux monde. Nous découvrions un sentiment du présent que nous n'avions sans doute jamais connu, ayant toujours été occupés d'avenir. Nous ne savions pas que Foucault avait déjà



dit (en 64 je crois) qu'on sortait de l'époque de l'histoire, mais c'est ce que nous éprouvions.

Nous avons donc été de ceux qui refusaient même de prendre part à la construction d'une « université critique ». Nous ne voulions pas inventer une nouvelle institution, nous voulions faire ou laisser se jouer un autre jeu de l'intérieur de l'ancienne. Avec le recul, je dirais que nous touchions sans le savoir à un aspect fondamental de l'Université : nous la considérons comme le libre espace de la pensée alors qu'elle était en train de commencer à se vouloir plus fonctionnelle, plus insérée dans le tissu social, tout ce dont nous savons jusqu'où cela s'est développé aujourd'hui.

L'après 68 a ainsi été fait pour nous d'une sorte de schizophrénie : d'une part nous étions dans l'exubérance intellectuelle, travaillant avec Freud, Marx, Bataille, le structuralisme, la déconstruction, etc. – et avec des étudiants d'avance gagnés à ces vues – d'autre part l'institution se transformait (ce fut la loi Edgar Faure et tout ce qui s'en suivit) d'une manière qui très vite s'est révélée, disons technocratique (donc aussi bureaucratique) et guidée par des soucis de rationalisation et de productivité (je simplifie, je jette un éclairage rétrospectif, mais je sais que nous éprouvions déjà quelque chose de cet ordre, ne serait-ce que dans les mesures qui présidaient à nos destins – « listes d'aptitude » par exemple et jugement du Conseil National des Universités là où nous avons été recrutés selon le bon plaisir des professeurs en place.

Les années qui suivirent ont vu ce décalage s'accroître, très lentement pendant la décennie 70, plus vite ensuite. D'un côté ce furent des années de ferveur intellectuelle rare, de travaux collectifs et d'un sentiment insistant d'avoir à réinventer en somme la philosophie, la politique et donc la société. Au début des années 80 nous avons ouvert à Paris (parce que Jacques Derrida et l'École Normale Supérieure nous en offraient la possibilité) un « Centre de recherches sur le politique » – après avoir animé à Strasbourg un « Centre de recherches sur les théories du signe et du texte » dont l'intitulé presque comique a valeur de symptôme, tout comme l'a aussi le masculin employé pour désigner « le » politique. Dans ce Centre sont venus parler la plupart de ceux qui s'occu-

paient alors de philosophie politique. Mais d'un autre côté ces années furent des années d'amertume politique croissante. Rien dans les gouvernements ni dans les partis pour nous mobiliser, même pas pour une opposition forte. Les gauchismes s'essouffaient pendant que se précisaient des problèmes comme ceux de l'immigration, du nucléaire, de la sidérurgie... Les luttes sociales prenaient des formes atypiques – le modèle fut les Lip – qui suscitaient des espérances qu'elles faisaient vite retomber.

Que signifiait la « politique » – ou bien, comme je le signalais à l'instant, le masculin « le » politique ? Cette question devenait lancinante car la parenthèse enchantée (je prends à cet usage l'expression qui a été employée au sujet de la sexualité entre la loi Neuwirth et l'apparition du Sida – une dizaine d'années) d'une espèce de mise en suspens de la politique (du projet et de l'engagement) était terminée, mais nous ne retrouvions ni projet ni mobile d'engagement. Nous trouvions des questions massives et complexes sur la nature même de la politique, d'une part, et de l'autre une politique de plus en plus visiblement soumise à des logiques à la fois économiques et techniques. Les uns voulaient encore croire à une possibilité révolutionnaire (c'était le cas de Philippe, du moins se plaisait-il à le croire), les autres se résignaient à être de plus en plus dépourvus d'existence civique.

Les événements de Pologne ont été comme le dernier moment dans cette série : Solidarnosc a semblé représenter l'invention d'un type inédit – la société civile sans l'Etat, voire contre lui – qui pourtant ne pouvait faire un modèle, ni pour une révolution proprement dite, ni pour une institution politique complète. Au tour de ces questions se sont manifestées de très fortes dissensions dans le centre de recherches que j'ai évoqué, et qui a disparu à cause d'elles.

Je terminerai en disant seulement que 68 est resté pour moi, plus qu'un souvenir lumineux (ce qu'il est aussi), un signe toujours actuel : s'est ouvert alors une question dont je dirais aujourd'hui qu'elle n'était vraiment pas de circonstance, qu'elle portait déjà sur la politique « elle-même » et à travers elle sur toute notre société, pour ne pas dire sur notre civilisation.

NANCY Jean-Luc, Roland, Louis

Né le 26 juillet 1940 à Caudéran (Gironde); professeur de philosophie à Colmar (Haut-Rhin) de 1964 à 1968, puis universitaire à Strasbourg (Bas-Rhin) de 1968 à 2002, philosophe; militant de la JEC, de l'UNEF, du SGEN-CFDT jusqu'en 1967, du PSU en 1962-1963, acteur important des événements de 1968 à Colmar et à Strasbourg, auteur de nombreux textes sur le politique.

Fils de Roger Nancy, ingénieur général du Service des Poudres, et de Jacqueline Gendronneau, Jean-Luc Nancy fit ses études secondaires au lycée Charles de Gaulle à Baden-Baden (Allemagne occupée) puis au collège Henri IV de Bergerac, au lycée Louis-le-Grand à Paris et au lycée Lakanal à Sceaux. Il suivit ses études supérieures à la Sorbonne.

Agrégé de philosophie en 1964, docteur d'Etat (Toulouse, 1987), il enseigna au lycée Bartholdi de Colmar de 1964 à 1968, puis à l'Université de Strasbourg de 1968 à 2002 tout en ayant une importante activité nationale et internationale. Sa jeunesse fut marquée par la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) où il milita et découvrit la politique de gauche non communiste surtout à l'occasion de la guerre d'Algérie (au cours de laquelle il participa à l'organisation de stages clandestins pour des enseignants du futur pays indépendant) en même temps que la politique sociale qui allait conduire à la déconfessionnalisation de la CFTC en CFDT (1964). En 1955, le mouvement était divisé par une condamnation épiscopale et Nancy le quitta en 1956 (il s'éloigna entièrement de l'Église quelques années plus tard). Étudiant, il participa à l'UNEF et au groupe « Reconstruction » de la CFDT, minorité qui proposait l'évolution de la CFTC. Il collabora à Esprit par des articles philosophiques. L'actualité de sa discipline le détacha progressivement de ces collaborations. En 1962 il s'inscrivit au PSU, qu'il quitta au bout d'un an, ne s'adaptant plus à l'esprit d'organisation (il quitta le SGEN-CFDT en 1967). En 1967, il rencontra Philippe Lacoue-Labarthe (avec qui il se trouvait avoir pour ami commun Daniel Joubert).

Dès 1967 s'amorçait une coopération à la fois philosophique et poli-

tique qui devait durer longtemps. En 1968, avec notamment Joubert, Théo Frey (exclu de l'Internationale Situationniste en 1967) et Paul Kobisch, le quatuor participa activement aux événements, dans un esprit partagé entre marxisme non-communiste et situationnisme. Nancy se montra légèrement moins «situ» et plus «marxiste» - termes à manier ici avec précautions, de même que par la suite il fut plus sensible aux nécessités institutionnelles qu'aux représentations conseillistes qui avaient la faveur de Lacoue-Labarthe. Dans les années suivantes, parmi un ensemble de recherches collectives dans l'Université, le duo poursuivit des cours communs sur la politique chez Freud (cf. *La panique politique*, 2013, republication d'articles de l'époque), chez Bataille, chez Marx, chez Heidegger, dont les effets se traduisirent dans plusieurs publications ultérieures. En 1981, sur une proposition de Jacques Derrida, ils fondèrent à l'ENS-Ulm le Centre de recherches philosophiques sur le politique qui rassembla jusqu'en 1985 de nombreux chercheurs (entre autres Badiou, Balibar, Ferry, Kam-bouchner, Kofman, Lefort, Rancière, Rogosinski). Deux volumes collectifs furent publiés (Rejouer le politique 1981, *Le Retrait du politique*, 1982). Lacoue-Labarthe et Nancy décidèrent de fermer le Centre en 1984, estimant sa vocation détournée par une tendance croissante favorable à un repli sur la «société civile» selon un modèle inspiré de Solidarnosc (fondé en 1980). En 1980, à l'invitation du Comité d'information sur l'holocauste de Schiltigheim, les deux philosophes avaient prononcé une conférence (publiée dans les actes du colloque en 1981, *Les Mécanismes du fascisme*) ensuite reprise en versions et éditions successives sous le titre *Le Mythe nazi*. De 1991 à 1993 ils participèrent au Carrefour des littératures européennes dirigé par Christian Salmon (*Penser l'Europe à ses frontières*, 1992) et à la fondation du «Parlement international des écrivains».

En 1983, répondant à une invitation de Jean-Christophe Bailly, Nancy publia dans *Aléa* un article - «La Communauté désœuvrée» - auquel Blanchot répondit la même année par *La Communauté inavouable*. Le motif du «commun» puis de l'«être-avec» (modulé en «comparution» dans le livre homonyme avec J.-C.

Bailly en 1991) occupa beaucoup de place dans ses travaux ultérieurs (*La Communauté désœuvrée*, devenu livre en 1985, *Le Sens du monde*, 1993, *Être Singulier Pluriel*, 1996, *La Communauté affrontée*, 2001, *Vérité de la démocratie*, 2008, *Politique et au-delà*, 2011 - et de nombreux articles, en particulier dans les collectifs *La démocratie, dans quel état?* 2009 et *L'idée du communisme*, 2009 ou dans les revues *Lignes* ou *Actuel Marx*). Son travail dans ce domaine évolua de plus en plus vers une interrogation sur le sens aujourd'hui possible du mot «politique». En 2013, il travaillait à un réexamen critique du livre de Blanchot sur la communauté, après avoir publié en 2012, Maurice Blanchot, passion politique où se trouve consigné un épisode notable du travail commun avec Philippe Lacoue-Labarthe, au sujet de la politique de Blanchot dans les années 1930.

Marié avec Claire Matet, professeur de lettres, père de deux filles, il se remaria en 1985 avec Hélène Sagan, professeur de philosophie et eut un fils.

Sources

Notes de Jean-Luc Nancy. — J. Nida-Rümelin (dir.), *Philosophie der Gegenwart in Einzeldarstellungen von Adorno bis v. Wright*, 2<sup>e</sup> éd., Stuttgart, 1999. — J. Derrida, *Le toucher*, *Jean-Luc Nancy*, Paris, 2000. — F. Guibal et J.-C. Martin (dir.), *Sens en tous sens, autour des travaux de Jean-Luc Nancy*, Paris, 2004. — B.C. Hutchens, *Jean-Luc Nancy and the future of philosophy*, Bucks, 2005. — Libération, 11 août 2005. — Jean-Clet Martin, *100 mots pour philosopher de Héraclite à Derrida*, Paris, 2005. — *Nouveau Dictionnaire de Biographie alsacienne*, n° 47, Strasbourg, 2006. — *Europe*, n° 960, avril 2009, p. 202-299. — Philip Armstrong, *Reticulations - Jean-Luc Nancy and the Networks of the Political*, University of Minnesota Press, 2009. — Fausto de Petra, *Comunità, comunicazione, comune; Da Georges Bataille a Jean-Luc Nancy*, Rome, 2010. — *Dictionnaire des philosophes*, PUF. — Pierre-Philippe Jandin, *Jean-Luc Nancy. Retracer le politique*, Paris, 2012. — Benjamin Hutchens (dir.), *Jean-Luc Nancy. Justice, Legality and World*, Londres-New York, 2012.

Léon Strauss

LACOUÉ-LABARTHE Philippe

Né le 6 mars 1940 à Tours (Indre-et-Loire), mort le 28 janvier 2007 à Paris; universitaire, philosophe, dramaturge, traducteur; membre de Socialisme ou Barbarie, acteur important des événements de 1968 à l'université de Strasbourg, auteur de nombreux textes sur le politique.

Agrégé de philosophie, docteur d'État, il fut assistant, maître de conférences et professeur à l'Université de Strasbourg de 1967 à 2002, tout en ayant une importante activité nationale et internationale. Son histoire politique fut marquée, bien entendu, par la guerre d'Algérie: agrégé en 1963, il était sursitaire, ne fut donc pas envoyé en Algérie et participa à Bordeaux aux mouvements de résistance à la guerre puis d'opposition aux tentatives de l'OAS. Il était en même temps membre de Socialisme ou Barbarie où il fut en 1960 du côté de Jean-François Lyotard dans la scission interne du mouvement (qui prit fin en 1967). A Bordeaux, il était également lié au cercle de pensée inspiré par la pensée et la personnalité de Jacques Ellul, dont les rapports à Marx, au christianisme et à la question de la technique laissèrent des traces profondes en lui. Dans ce cercle, il fut particulièrement proche de Daniel Joubert, qui pour sa part entretenait des rapports avec l'Internationale Situationniste (sans en être formellement membre). Philippe Lacoue-Labarthe suivit également des cours de Gérard Granel, autre influence marquante. Joubert, parti poursuivre ses études à Paris en 1961, se trouva mêlé aux activités des «situ» qui à Strasbourg provoquèrent en 1966 l'évènement marqué par le pamphlet *De la misère en milieu étudiant*.

Philippe Lacoue-Labarthe fut nommé à Strasbourg pour des raisons indépendantes de ces circonstances (liées à Georges Gusdorf, professeur à Strasbourg et de famille bordelaise) mais en même temps qu'il y trouvait la présence «situ» il y rencontrait Jean-Luc Nancy. Dès 1967 s'amorçait une coopération à la fois philosophique et politique qui devait durer longtemps. En 1968, avec notamment Joubert, Théo Frey (exclu de l'Internationale Situationniste en 1967) et Paul Kobisch, le tandem participa activement aux événements, dans un esprit partagé

entre marxisme non-communiste et situationnisme. Dans les années suivantes, parmi un ensemble de recherches collectives dans l'Université, le duo poursuit des cours communs sur la politique chez Freud (cf. *La panique politique*, 2013, republication d'articles de l'époque), chez Bataille, chez Marx, chez Heidegger, dont les effets se traduisirent dans plusieurs publications ultérieures et notamment, pour Lacoue-Labarthe, dans sa thèse *La Fiction du politique* soutenue en 1986 et où il examinait les causes profondes de l'adhésion temporaire de Heidegger au parti nazi. En 1981, sur une proposition de Jacques Derrida, ils fondèrent à l'ENS-Ulm le Centre de Recherches philosophiques sur le politique qui rassembla jusqu'en 1985 de nombreux chercheurs (entre autres Badiou, Balibar, Ferry, Kam-bouchner, Kofman, Lefort, Rancière, Rogosinski). Deux volumes collectifs furent publiés (*Rejouer le politique*, 1981, *Le Retrait du politique*, 1982). Lacoue-Labarthe et Nancy décidèrent de fermer le Centre en 1984, estimant sa vocation détournée par une tendance croissante favorable à un repli sur la « société civile » selon un modèle inspiré de Solidarnosc (fondé en 1980). En 1980, à l'invitation du Comité d'information sur l'holocauste de Schiltigheim, les deux philosophes avaient prononcé une conférence (publiée dans les actes du colloque en 1981, *Les Mécanismes du fascisme*) ensuite reprise en versions et éditions successives sous le titre *Le Mythe nazi*. De 91 à 93 ils participent au Carrefour des littératures européennes dirigé par Christian Salmon (*Penser l'Europe à ses frontières*, 1992) et à la fondation du « Parlement international des écrivains ». La question politique fut poursuivie par Philippe Lacoue-Labarthe dans plusieurs ouvrages (*Sit venia verbo* – avec Michel Deutsch – 1988, *Heidegger: la politique du poème*, 2002, *Poétique de l'histoire*, 2002) et divers articles (rassemblés par Aristide Bianchi et Leonid Kharlamov dans *La réponse d'Ulysse*, 2012) mais en réalité elle transparaît à travers de nombreux autres textes où l'objet principal est esthétique ou de « philosophie première ». Les éditeurs du recueil posthume de 2012 préparent une publication des cours sur Marx restés inédits. Il faut ajouter que la passion politique, déterminante dans le rapport de Lacoue-Labarthe à toute la philo-

sophie comme à la littérature et spécialement au théâtre, a joué aussi un rôle important dans son rapport à Maurice Blanchot.

### Sources

Note de Jean-Luc Nancy. – Stuart Brown, Diane Collinson, Robert Wilkinson (éd.), *Biographical Dictionary of Twentieth-Century Philosophers*, Londres New-York, 1986, p.429-430. — *Philosophieder Gegenwart in Einzeldarstellungen von Adorno bis v. Wright*, 2<sup>e</sup> édition, Stuttgart, 1999. — *Nouveau dictionnaire de Biographie alsacienne*, n° 46, Strasbourg, 2006, p.4761-4762. — *Dictionnaire des Philosophes* (notice de Myriam Revault d'Allones), Paris, PUF. — *Lignes*, numéro spécial, n° 22, 2007. — *Europe*, n° spécial, n°973, 2010. — Note de Jean-Luc Nancy.

Jean-Luc Nancy, Léon Strauss

## De la jocf aux autres engagements

### Les engagements des femmes dans divers mouvements et organisations, des années 1945 jusqu'aux années 60, à Mulhouse et environs.

Nous présentons ici les premiers jalons d'un travail sur le militantisme de femmes du milieu ouvrier (ou employé) dans la région mulhousienne, durant les années d'après-guerre, engagées à la JOC puis dans d'autres mouvements. Monique Mombert a déjà étudié l'histoire globale de la JOC en Alsace depuis sa création jusque dans les années 1939/45, puis relaté le passage de la JOC au mouvement familial, pour des militants bas-rhinois, après 1945<sup>1</sup>.

Il est intéressant d'étudier comment ces organisations se sont développées dans le sud de l'Alsace, et nous commencerons par mettre le projecteur sur les femmes engagées à la JOCF puis dans des mouvements familiaux. Nos sources, pour l'instant, sont deux témoignages de militantes (Denise Ober-Wolff et Jeanette Ball-Boll, notices biographiques en cours), l'ouvrage d'I.Sester, aumônier JOC puis ACO « Un demi-siècle, prêtre en monde ouvrier »<sup>2</sup> et celui de Charles Dillinger « De Wissembourg à Sélestat, 50 ans de JOC »<sup>3</sup>, ainsi que notre mémoire consacré aux militants de la gauche chrétienne à Mulhouse, de 1945 à 1965.<sup>4</sup>

1 Mombert Monique, « Une association: la JOC et la JOCF en Alsace jusqu'en 1939/45 », intervention à la journée d'étude Almémos du 26.6.2010 – et: « JOC et mouvement familial après 1945 dans le Bas Rhin », bulletin Almémos n°18 – octobre 2012

2 Sester Ignace, (1999) « Un demi siècle, prêtre en monde ouvrier », Im'Serson à Wittenheim, 233 p.

3 Dillinger Charles, (1978) « De Wissembourg à Sélestat, 50 ans de JOC » supplément aux Équipes Sociales d'Alsace, Strasbourg, 354 p. – Cet ouvrage évoque à plusieurs reprises le développement de la JOC dans le Haut-Rhin, puis celle des engagements des « aînés » après la JOC et renseigne de façon utile sur la situation de ces mouvements en Alsace, de façon générale.

4 Fournier Odile (1989) « Les chemins de l'innovation – L'analyse d'un processus de création collective par des militants de gauche et de tradition chrétienne à Mulhouse, de

Nous pouvons ici :

- commencer par rassembler et ordonner les premières données, tracer les grandes lignes d'une étude qui gagnera à être approfondie par la suite
- repérer des acteurs et actrices qui ont marqué ces mouvements, certains étant déjà repérés, d'autres pouvant donner lieu à des notices biographiques à venir
- ouvrir les questionnements qui guideront les développements de ce travail en cours.

### 1 – La JOCF dans le Haut-Rhin, de la période de création jusqu'à 1945

Pour situer le redémarrage de la JOCF après guerre, il est important de rappeler que la JOCF est lancée en Alsace à partir de 1932, et les 4 premières sections JOCF (Cernay, Mulhouse, Colmar et Strasbourg) sont affiliées en octobre 1933. Ainsi le démarrage s'était fait de façon conjointe dans les deux départements. Dès janvier 1934, le Secrétariat Général de la JOCF décide la séparation du Bas Rhin et du Haut Rhin en deux fédérations distinctes, ce qui témoigne du développement de l'implantation, mais ce n'est pas la seule raison : « dans ces deux fédérations on va pouvoir affilier quelques nouvelles sections paroissiales. C'est beaucoup mieux comme cela, d'autant plus qu'avec la question distance, se posait la question mentalité qui n'est pas du tout la même dans le Bas Rhin que dans le Haut Rhin. » (Dillinger, p.78). C'est le Secrétariat Général de la JOCF à Courbevoie qui informe de cette décision le père de Bailliencourt, un jésuite (de Reims), aumônier JOC, qui a donné son impulsion au démarrage de la JOC en Alsace. De quelle différence de mentalité s'agit-il ?

Les sections commencent à s'organiser dans des paroisses : à Mulhouse : St-Étienne et St-Fridolin, St-Joseph, Ste-Geneviève. Dès 1937, une jociste témoigne que « l'effort portera particulièrement sur l'influence dans le quartier, là où nous habitons et passons nos loisirs, avec ce souci concret de la propreté physique, de l'assainissement moral pour un logement digne de filles de Dieu. L'engagement sur la préparation au mariage sera poursuivie. » (Dillinger, p.83). On voit là déjà que la préoccupa-

tion du quotidien dans le quartier (comme au travail) est présente. Dès la JOC, les jeunes filles sont formées à des méthodes, des objectifs, des moyens qu'elles sauront développer plus tard dans les mouvements familiaux, comme dans une continuité qui va de soi.

Si la JOCF est organisée comme la JOC et développe le même type d'actions que les jeunes hommes, au travail et dans le quartier, il y a aussi des thèmes et des actions qui intéressent tout particulièrement les jeunes filles : leur logement ou leur hébergement, pour les préserver contre les « dangers moraux », lorsque le travail les éloigne de leur famille, ou encore la préparation au mariage, matérielle (budget, couture, tricotage, cuisine) et spirituelle. La JOCF, dans son action éducative met l'accent sur la pureté de la jeune fille, le respect qui lui est dû. La devise de la JOCF est « fière, pure, joyeuse et conquérante ». « *Changer les ambiances sur les lieux de travail, les conditions malsaines et changer les mentalités de notre entourage afin de réhabiliter l'idée du mariage et de la vie de couple dans le cadre de la famille nombreuse. Comme épouse et comme mère, par conséquent première éducatrice de nos enfants, la femme a un rôle incomparable à remplir, il est capital pour la transmutation et la libéralisation de la classe ouvrière.* » (Dillinger, p.82)

Autre spécificité : un service « employées de maison » voit le jour en 1937 : l'ouvrage de Dillinger précise cela pour le Bas Rhin : ce service fonctionne-t-il aussi dans le Haut Rhin dès cette période là ?

Monique Mombert a bien expliqué le sort de la JOC/JOCF pendant la guerre : interdiction dès 1940, diverses formes d'action clandestine, incorporation de force pour certains (qui touche aussi les jeunes filles), contacts maintenus par courrier avec le Secrétariat National replié à Lyon.

### 2 – La JOCF se réorganise et développe ses actions (de 1945 aux années 1950)

#### Le redémarrage des sections JOCF

À la Libération, on sait que le Secrétariat National décide d'envoyer Théo Braun pour relancer la JOC et la CFTC, et que « Paul Fritsch lui est adjoint, chargé spécialement

du Haut Rhin » (Dillinger, p.107). Il s'agit aussi de « pourvoir à un encadrement valable », et les permanentes des 3 départements d'Alsace Moselle participent en avril 1945 à une session de formation à Paris (Jeanette Weybrecht pour le Haut Rhin).

La reprise des activités JOCF est rapide, dans le Haut Rhin comme dans le Bas Rhin : JOC et JOCF participent à des équipes d'entraide ouvrière pour répondre aux besoins aux habitants et réfugiés : à Mulhouse, ils collaborent avec le MPF (Mouvement Populaire des Familles) pour des collectes de vêtements, de nourriture et d'argent. (Dillinger, p. 113). « *Durant cette période d'intenses activités, plus de 35 sections ont pu redémarrer* » dans le département. À Mulhouse, les sections de Ste-Thérèse, St-Étienne, Sacré-Cœur, Jeanne d'Arc, Ste-Geneviève. Et sont prêtes à démarrer : St-Fridolin, Ste-Marie.

Les grandes assemblées générales qui sont tenues permettent de dénombrer le dynamisme de la JOCF renaissante dans le Haut Rhin : « *300 militantes de la JOCF se dressent sans compter dans 30 sections pour la libération totale de leurs sœurs ouvrières. Plus de 4000 jeunes travailleuses ont acclamé dans les différentes assemblées générales le programme de la JOCF* » (extrait du n°1 de la J.O.A.<sup>5</sup> mai 1945). (Dillinger, p.114) Ou encore : « *3000 jeunes travailleurs et travailleuses réunis le 1<sup>er</sup> juillet 1945 à la Maison du Peuple de Mulhouse.* »

Dans le secteur des Mines de Potasse, la JOC débute après guerre : « *en octobre 1949, avait eu lieu la mission régionale sans les Mines, animée par les pères capucins. Parmi eux, il y avait le père Célestin qui avait fondé la première équipe JOC à Wittenheim Ste Barbe.* » (Sester, p.19). Les débuts de la JOCF sont plus difficiles, en effet : « *comme jeune vicaire, je n'étais pas encore autorisé à m'occuper des filles. C'était un domaine réservé au curé. Et comme à Wittenheim Ste Marie, les "enfants de Marie" étaient très bien organisés, il ne fallait pas toucher à ce monopole.* » (Sester, p.24) « *Souvent les communautés pratiquantes, avec le curé en tête, n'étaient pas très favorables à la JOC.* » (p.31) Alors Ignace

5 *Jeunesse Ouvrière d'Alsace* : c'est le titre français de la revue de la JOC à partir de 1945 – auparavant *Arbeiter Jugend* de 1934 à 1939.

Sester utilise le confessionnal pour « faire révision de vie », notamment avec Lucille Richert, qui par ses rencontres nombreuses va permettre que se constitue la première équipe JOCF. Le nouveau curé nommé en 1951 va autoriser son vicaire I. Sester à accompagner cette équipe. Et d'autres vont se créer.

C'est aussi I. Sester et son curé, le curé Lidy, qui vont faire démarrer la JOCF dans le quartier de St Joseph, quand I. Sester y devient vicaire en 1955. Les jeunes sont ouvrières, notamment à DMC, l'usine textile la plus importante de Mulhouse. Il y a aussi des employées, comme dans la paroisse du Sacré-Cœur dont fait partie D. Wolff. Celle-ci mentionne qu'après les années 50, les employées seraient devenues majoritaires en JOCF, alors que jusque là la JOCF était orientée vers le travail en usine. Cela peut-il se vérifier dans l'évolution socio-professionnelle des jeunes à Mulhouse et l'évolution de la structure des emplois? La JOCF n'aurait pas accepté cette orientation sans débats internes, car cela changeait la base de son action et de son recrutement. Y a-t-il des documents du mouvement qui rendent compte de ce passage?

### Des campagnes et services spécifiques

« Afin de permettre aux jeunes travailleuses de se préparer à leur vie de femme, selon leur nature et leurs conditions de vie, la JOCF mène des campagnes spécifiques », et ce dans toute la France (Dillinger, p.144) : accompagner l'accès au droit de vote des femmes en 1945, définir et défendre un « statut de la jeune travailleuse » (droit au travail féminin, à un salaire décent, à la formation, au respect, à être défendue par le syndicat ou la déléguée jeunes), protéger la santé au travail et en famille. Mais aussi les campagnes « future femme dans toute la vie », pour une libération féminine qui ne peut être dissociée de la libération de la classe ouvrière. « Une formation très solide sur la psychologie et la physiologie de la femme, et de la femme comparée à l'homme, leur est donnée par le mouvement. Cette prise de conscience dicte l'action à mener pour que la femme, et déjà la jeune travailleuse – égale à l'homme mais différente – puisse prendre sa place dans tous les secteurs de la vie » : famille, travail, loisirs, cité. (Dillinger, p.146)

Il faut préciser que ces thèmes-là, la JOC les prend à son compte dans son ensemble. Dès 1937, les revendications de la JOC énoncent des principes inscrits dans l'idée de sauvegarde de la dignité des jeunes : « *le respect de la jeune fille: celui qui ne réagit pas quand la dignité de la jeune fille est outragée, n'a pas le droit de dire qu'il aime la classe ouvrière – la préparation au mariage doit être poursuivie, la classe ouvrière sera libérée par des familles heureuses.* »

Par cet accent mis ainsi sur la famille, la JOC développe l'idée, dans les années d'après guerre, « *qu'un foyer de militants ouvriers et chrétiens complètement donné à la classe ouvrière ne peut pas vivre comme un autre foyer.* » (Dillinger, p.143). Il est fait mention dans le Bas Rhin, de cercles d'étude spéciaux ou de sessions particulières pour les fiancés, pour une préparation plus intensive du mariage. Ce qui permet des rencontres mixtes, « *apprendre à échanger entre gars et filles, préparer et mener des actions communes.* » (id) Y a-t-il eu aussi ce type de service dans le Haut-Rhin? En tout cas les témoignages des militantes font état de ces préoccupations, de ce thème récurrent concernant le souci de la femme et de la famille. Cela ouvre tout un questionnement : les positions de la classe ouvrière masculine, et de ses organisations face au travail salarié féminin et à la place comme à la fonction de la femme dans la société – la part des positions de l'Église et de l'action catholique – la parole et la position des femmes elles-mêmes sur ces sujet... De plus, dans l'après-guerre la politique sociale va développer des mesures en faveur des familles et institutionnaliser les associations familiales dans l'UNAF (Union Nationale de Associations Familiales)<sup>6</sup>. Il y a donc tout un contexte porteur, qui reste à appro-

6 En 1945, le Gouvernement provisoire de la République manifeste la volonté d'associer les familles à la reconstruction civique, sociale, économique et culturelle du pays, et, au-delà, de les appeler à participer institutionnellement à la définition et au développement des politiques qui les concernent directement. Le résultat de cette volonté s'est traduit par l'Ordonnance du 3 mars 1945, confirmée par le législateur avec la loi du 11 juillet 1975. L'UNAF est née de la volonté d'organiser le dialogue entre les familles représentées par leurs associations, et les pouvoirs public (source site UNAF)

fondir : est ce que cela manifeste un progrès ou le maintien d'anciennes normes dans la considération des femmes, dans et hors du monde du travail? Dans quelle tradition ou dans quelles normes cela s'inscrit? En terme de service spécifique, s'organise aussi, dans la suite des actions menées avant la guerre, un service regroupant de façon particulière les employées de maison, à cause de leur dispersion professionnelle et des conditions de travail et de reconnaissance difficiles. Elles sont encore souvent désignées comme « bonnes » ou « bonnes à tout faire ». L'ouvrage de Dillinger nous dit que dans le Bas-Rhin, « *comme avant guerre, elles se regroupent entre elles en une équipe rattachée directement à la fédération. (...) Elles participent, par leur action et leur recherche, à l'élaboration du statut des jeunes employées de maison. Ce statut présenté aux différents syndicats ouvriers et organisations patronales et retravaillé avec eux, prépare la Convention Nationale des Employées de Maison, signée le 1<sup>er</sup> juin 1951.* » (Dillinger p.148) Dans le Haut Rhin, les militantes interrogées font mention de cette action comme d'une victoire importante : comment cela s'est-il déroulé, autour de quelles jocistes et dans quelles conditions?

### Une structuration du mouvement

« Le mouvement se structure progressivement :

– en branches d'âge : jeune JOC (14 à 17 ans) – JOC (17 à 21 ans) – aînées (21 à 25 ans)

– en branches de milieu de vie : actions au travail – employées de maison

– en services : par ex : loisirs – fiancés » (Dillinger p.147)

Les responsabilités se partagent de façon très organisée :

« entraîneuse pour les chefs d'équipe des JOC jeunes

– militante pour les autres équipes

– fédérale pour les responsables des différentes branches et services.

Il y a des fédérales « Mulhouse » et des fédérales départementales ou régionales. » « L'équipe fédérale se partage encore la responsabilité d'un secteur géographique, mais les responsables doivent en plus assumer la charge d'une branche ou d'un service. » (Dillinger p.148)

Le mouvement assure le soutien aux responsables : par des publications « bulletins mensuels », comptes

rendus d'enquêtes-campagnes, de tous les Conseils nationaux, et par des formations internes. Il y a aussi des sessions de formation pour les responsables à tous les niveaux. Il faut mentionner également le rôle des rassemblements comme temps forts de prise de conscience de masse et le rôle informatif de la presse du mouvement. Dans les moments de réflexion en équipe, dans les sessions, mais aussi dans les meetings, les jeunes jocistes apprennent à préparer des interventions et prendre la parole, animer une réunion. Les enquêtes, les monographies sont des occasions renouvelées de méthode de repérage et d'analyse des besoins. L'ensemble de ces méthodes et moyens mériterait d'être développées : pour mettre en valeur comment « l'école de formation » qu'est la JOCF a fonctionné, ce que cela a permis pour les jocistes sur un plan individuel et collectif, comment elles l'ont vécu, quelle reconnaissance il en est résulté.

La section locale est d'abord définie par une paroisse et le quartier qui en dépend. Par la suite il y eut aussi des sections en milieu professionnel (Dillinger p.164). Une même section regroupe les trois branches d'âge. « *Dépassant la forme traditionnelle du regroupement de quartier et de la paroisse, la JOC tente – après 1950 – une pénétration et une action spécifique pour certains milieux de travail* » (Dillinger p.190) Ainsi peu à peu la paroisse n'est plus le seul pôle d'action : mais comment ces deux formes, ces deux lieux d'animation des équipes coexistent-ils pour les mêmes militantes, s'articulent-ils entre eux ? : ainsi J. Boll a-t-elle fait partie d'abord de la JOC des Mines, tout en participant à l'équipe JOC de DMC.

Pour donner une idée du développement rapide du mouvement, voici comment, en 1954, l'abbé Picard présente la situation alsacienne au comité provincial :

« À Mulhouse :

5 groupes jeunes

7 groupes d'apprenties

2 groupes d'employées de maison

7 fédérales pour l'ensemble de la fédération, organisent :

– pour les militantes : journées d'étude et recollections

– pour les responsables des cercles fédéraux

– pour les fédérales des comités

« *Bien que jeune, l'équipe de fédérales fait du bon travail. Il est nécessaire*

*que l'aumônier prenne régulièrement contact avec elles.* » (Dillinger p.222)

« *Dans les Mines de Potasse :*

*8 groupes jeunes, qui comprennent aussi des apprenties, donc difficulté de travailler. Mais la branche "apprenties" se forme maintenant. La fédération est en démarrage (elle était auparavant avec Mulhouse). 6 responsables pour l'équipe fédérale.*

*La mentalité est très dure ("très ouvrière" souligne l'abbé Picard); on note une différence entre les villages où habitent des Alsaciens et les cités peuplées d'immigrés. La fédération est à suivre de près. Les filles veulent tout faire d'un coup et ensuite sont "claquées". Elles ont du mal à admettre que "action égale culture" et que la culture est aussi bien pour les ouvrières que pour les autres. Il y a de l'espoir mais il faut les aider.* » (Dillinger, p.222)

### **Le recrutement, et la mise en pratique du « voir, juger, agir »**

Par exemple dans les Mines, pour développer le mouvement, Lucille (Richert) va faire le choix, contre l'avis de ses parents, de quitter son travail d'employée pour aller travailler en usine, et rejoindre quelques jocistes déjà actives. Les usines textiles sont le lieu privilégié de l'action jociste : « La JOCF des Mines s'est fondée dès le départ dans les usines. Elle se voulait résolument missionnaire et rejoindre les jeunes les plus marquées par la condition ouvrière, les filles de la masse. Ainsi, pour être le plus proche possible de la masse, Lucille, employée de bureau, 1<sup>re</sup> responsable fédérale, est allée travailler au tissage de Bourtzwiller non pas comme employée, mais aux machines. C'est d'ailleurs dans cette usine que le mouvement était le plus fortement implanté. (une dizaine de militantes). Comme il n'y avait pas de syndicat dans l'entreprise – le patron était chrétien et passait pour un patron social, il faisait tout pour empêcher une section syndicale de s'implanter – la JOCF était l'unique organisation ouvrière qui pouvait prendre en charge les multiples problèmes qui se posaient : le travail de nuit pour les femmes, les heures supplémentaires, le rendement, les conditions d'hygiène et de sécurité. Plusieurs démarches ont été faites par la JOCF auprès du patron et de l'assistante sociale d'entreprise face à toutes ces questions<sup>7</sup>. »

7 Extrait d'une monographie de 1955.

Il y a des stratégies de recrutement sans cesse, par contacts, par témoignages, chacune ensuite démultipliant les invitations à rejoindre le mouvement. Ainsi D.Wolff qui explique : « *j'ai vraiment découvert la JOC lors d'une session de responsables à Thann en 1952. Session où j'ai rencontré des jocistes qui m'ont fortement impressionnée par leurs témoignages de vie et d'action et par leur dynamisme.* » Elle participera ensuite à la création de l'équipe JOC de la paroisse du Sacré Cœur. Autre exemple : J.Boll qui est repérée par Lucille Richert, rejoint son équipe et celle de DMC où elle va travailler, développer la section, prendre des responsabilités pour devenir permanente fédérale jusqu'à son mariage. C'est D.Wolff qui lui succède dans cette fonction.

La « carte de relations » des unes et des autres, et la pratique en équipe du « voir, juger, agir » soutiennent recrutement, constats, analyses et actions. Les équipes se développent. Ainsi, « *de nombreuse actions sont menées par les militantes avec les jeunes travailleuse de leur carte de relation : – pour prendre leur casse croûte ensemble pendant leur temps de pause, – pour réagir contre le chronométrage officiel qui ne dure que 10 minute, alors qu'on ne peut pas tenir le même rythme pendant 8 heures, – pour organiser des sorties dans la nature ou des soirées récréatives, – pour refuser les heures supplémentaires.* » (id)

Ce qui soutient ces luttes, c'est que pour les militantes, « *chaque jeune travailleuse vaut plus que tout l'or du monde; elle est fille de Dieu.* » C'est dans un esprit profondément évangélique qu'elles sont entrées dans la lutte. » (id)

### **L'engagement syndical**

La monographie de 1955 déjà citée, précise « *Progressivement, dans certaines entreprises, les militantes prenaient des responsabilités syndicales : FT Wittenheim : Elisabeth, déléguée CFTC; Ch. Mieg : Marie Blanche; Mariette à l'Union textile de Guebwiller. Lors des grandes grèves de 1953, la JOCF était partie prenante de la lutte du mouvement ouvrier : Ch. Mieg, Filature de la cité.* » (id) I. Sester commente : « *la CFTC était contente d'accueillir ces nouvelles forces syndicales, d'autant plus que les jocistes étaient d'une honnêteté et d'une rigueur exemplaire* » (I. Sester, p.28-.)

## De la jocf aux autres engagements

Ainsi l'engagement syndical est encouragé, dès la JOC. Mais dans quel syndicat? «*Tout naturellement, les dirigeants fédéraux de notre région encourageaient les jeunes à s'inscrire au syndicat chrétien. À elle seule, une jeune travailleuse (du Bas-Rhin) avait amené 52 collègues de son usine à ce syndicat.*» (Dillinger, p.309) En tant que jeunes, ces travailleurs demandent une participation à part entière à la vie syndicale et une prise en compte des revendications jeunes.

Y a-t-il eu beaucoup de jeunes femmes jocistes syndiquées dans le Haut Rhin?

J. Boll raconte sa participation, comme jociste avec de nombreuses autres, aux manifestations et aux grèves des années 50, mais ne se syndique pas. Est ce que la majorité des jocistes, même avec des responsabilités, ne s'en tenaient pas aux actions JOCF?

En effet, dès 1945, la JOC précocine, pour veiller à la protection des jeunes en matière de conditions de travail, «*d'instituer, dans tous les ateliers, à côté du délégué du personnel adulte conservant ses prérogatives, un délégué des jeunes: un jeune ouvrier compétent connaissant bien les besoins particuliers des jeunes travailleurs, et qui soit l'émanation, non pas d'une organisation syndicale, mais de la totalité des jeunes travailleurs eux mêmes. L'expérience avait prouvé que les jeunes ne trouvaient pas l'appui et le soutien nécessaire auprès du délégué adulte.*» (Dillinger, p.134) I. Sester en parle également: «*Ils ont compris très vite, que pour être crédibles auprès des travailleurs, il fallait militer dans les organisations syndicales*». Dans les Mines, «*Louis (Barasino) et Gilbert avaient fait le choix de la CFTC, ça n'était pas évident. La CGT avait été historiquement dès le début l'organisation nettement majoritaire dans les Mines de potasse. Grâce à l'action de la JOC au plan national, les jeunes travailleurs ont eu droit à leurs propres délégués. Ainsi en 1953, Menotti (Bottazzi), jociste de Bollwiller, a été élu délégué des jeunes au puits Rodolphe, et Lucie (Raymond) à la Direction Générale des MDP.*» (p.20) Quelle a été la place «des délégués jeunes» à côté des délégués syndicaux? Où existaient ces délégués jeunes, dans quels types d'entreprise? Combien de temps ce double système va-t-il fonctionner?

### 3 – De la JOC aux autres engagements

C. Dillinger présente le passage de la JOC à des engagements adultes, tout à fait comme les militantes interrogées le présente: la JOCF est en même temps un mouvement d'action catholique et une école de formation qui aboutit à l'action pratique, d'après la fameuse devise: «voir, juger, agir». Les effets de cette formation ne s'arrêtent pas à la fin de l'engagement jociste, lorsque la militante se marie. Elle continue d'agir, de témoigner dans des organisations liées à sa nouvelle situation de vie. Et il apparaît évident que le ou la jociste qui se marie «*continue à militer dans une organisation d'adulte: syndicat, association familiale ou de quartier, association de parents d'élèves, parti politique...*» (Dillinger, p.307)

I. Sester mentionne que «*les mariages jocistes étaient très nombreux. Beaucoup d'entre eux se sont engagés résolument au plan syndical et politique, et ont rejoint l'ACO, dont ils sont encore aujourd'hui des piliers. La majorité d'entre eux sont restés d'excellents militants de base, vivant jusqu'au bout la double fidélité à la classe ouvrière et à l'Église.*» (p.33) Il y a donc une logique dans ces parcours, une «carrière» qui se dessine, encouragée par les mouvements. Mais aussi partagée en couple: D. Wolff explique que, avant son mariage, elle a tenu à discuter avec son futur mari (non jociste) de l'importance pour elle de l'engagement en classe ouvrière, qu'elle tenait à poursuivre et qu'il a partagé. Le terme de fidélité n'est pas un vain mot et oriente la vie de ces anciens jocistes. J. Boll épouse de G. Boll (ancien jociste et syndicaliste CFTC) relate la discussion en couple: «*il m'a dit: je donne la priorité à ton engagement: nous les hommes, on est engagés dans l'usine et ça me paraît normal que vous les femmes soyez engagées dans le quartier.*»

#### L'engagement syndical des aînés

Nous avons vu les liens étroits tissés entre JOC et CFTC. La JOC peut être considérée en Alsace comme la pépinière de la CFTC dans les années d'après guerre (Dillinger, p.310) «*Les jocistes aînés participent activement à la relance des syndicats chrétiens. Ils militent surtout pour une conception nouvelle de l'action et une transformation des structures syndicales: le syndicat d'industrie*

*remplacera le syndicat de métier («une entreprise, un syndicat») et l'intégration du syndicat féminin dans le syndicat d'industrie.*» (Dillinger p. 311) Ils vont participer nombreux à la déconfectionnalisation de la CFTC et à la création de la CFDT, même si certains choisiront la CFTC maintenue, au prix de conflits et de ruptures dans les équipes.

Est ce que les jeunes femmes «aînées» jocistes sont encore nombreuses à travailler? La JOC, nous l'avons vu, encourage les épouses et mères de famille à s'occuper de leur foyer exclusivement et à s'engager dans les associations de quartier. Il semblerait qu'une partition s'organise: le mari se syndique et la femme s'engage dans des mouvements familiaux. Ils se retrouvent tous les deux en ACO comme nous le verrons plus loin.

#### L'engagement politique

La JOC a toujours tenu à garder sa spécificité propre, «*en dehors de toute politique de parti*», selon les affirmations de son XXII<sup>e</sup> Conseil national en 1946. (Dillinger, p.318) Cela n'empêche pas, au fil des années, que se précisent des prises de position situées à gauche. Comme le résumera plus tard son président national, en 1974: «*nous ne sommes ni un syndicat, ni un parti politique, mais nos objectifs ont une vue politique.*» (id, p.318). Et très tôt, la JOC s'intéresse au marxisme, adopte l'analyse de la lutte des classes.

Dillinger constate que les militants qui font le choix d'un engagement politique, le font parce qu'ils pensent, et leurs autres engagements les y confortent, qu'aucun changement ne peut avoir lieu sans action politique, et que là aussi des représentants de la classe ouvrière doivent prendre leur place. C'est ce qu'affirme L. Ganter, mais aussi J. Boll et D. Wolff. Combien sont-ils? Il semble bien qu'ils aient été plus nombreux dès les années 50 dans le Bas-Rhin que dans le Haut-Rhin, mais cela est à vérifier pour les années suivantes. Et Là aussi combien de femmes et combien d'hommes? Dans quels partis? Sur ce terrain là, les choix sont variés.

Dans le Bas-Rhin, il y a d'abord, au sortir de la guerre, le MRP (Mouvement Républicain Populaire), parti politique d'inspiration chrétienne, qui s'ouvre logiquement à ces militants qui y retrouvent «les idées de démocratie sociale et de transfor-

mation de la société». Dans le Haut-Rhin, plusieurs militants en font partie: par exemple Charles Stoessel, ancien jociste, adjoint au maire et sénateur, et promis à une carrière politique, mais il meurt dans un accident en 1966 à 44 ans. Il sera intéressant de vérifier le passé jociste ou non des militants MRP haut-rhinois après la guerre.

Parmi les anciens jocistes, plus nombreux sont ceux qui s'orientent à gauche, dès les années 50. Là aussi par exemple, Frédo Krumnow, jociste, puis syndicaliste CFTC, très tôt partisan et artisan actif de sa transformation en CFDT: il s'engagera, en marge de la gauche institutionnelle, à la Jeune République puis à l'UGS (en 1957) puis au PSU. Il se situera, comme de nombreux militants jocistes mulhousiens autour de lui, puis de militants syndicalistes, dans le courant de la lutte des classes, et pour un socialisme autogestionnaire. Il me semble que ce sont ces orientations là qui sont majoritaires dans les réseaux des militants ouvriers chrétiens à Mulhouse. Peu d'entre eux, par contre, iront jusqu'à s'engager politiquement. C'est un aspect assez surprenant au regard de l'ampleur de leurs actions, du lieu de travail jusqu'au quartier et aux grandes questions de l'époque (consommation, formation professionnelle, emploi, logement etc...). Mais ces hypothèses méritent d'être affinées et vérifiées, et replacées dans un contexte politique local: qu'est ce qui pousse ces militants à se démarquer des partis «traditionnels» de gauche (SFIO) ou de droite? du MRP? et aussi du PC? Il est possible qu'ait joué le fait que la JOC avait imprimé en eux, de façon marquante, que la participation des hommes et des femmes au changement était possible, et que cette idée-là devait s'imposer en politique. Radicalement. D'où l'idée autogestionnaire: «*il faut, aujourd'hui comme hier, rendre la parole à l'ouvrier, au consommateur, à l'utilisateur, au citoyen, et pour cela le rendre participant dès la plus élémentaire décision dans l'entreprise, dans la cité, dans le pays. C'est cela l'idée de l'autogestion, c'est la seule démarche qui respecte l'homme, tout l'homme, qui lui permet d'être libre et responsable.*» (Dillinger, p.321).

Par la suite, dans les années 70, et J. Boll et D. Wolff en témoignent, les femmes seront plus nombreuses à prendre leur carte au parti socia-

liste, selon l'idée exprimée aussi par L. Ganter et partagée largement, que «*c'est la perspective socialiste qui me semble le plus en accord avec mon engagement dans le mouvement ouvrier et avec ma foi.*» (Dillinger, p.322) Cette dernière précision peut aussi, rétrospectivement, étonner. Comment cette évolution de complicité de valeurs entre foi chrétienne et socialisme s'est-elle produite localement? J. Boll explique qu'elle a pris conscience de la nécessité d'un engagement politique, lors d'un stage APF organisé à Mulhouse où les paroles d'un permanent national (Marcel Bou) l'ont marquée: «*ce qu'on fait aux APF, c'est un travail préparatoire. Il n'y a que les lois qui changeront le monde.*» Plus tard, lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, elle sera nommée déléguée départementale des droits des femmes. D. Wolff s'engagera sur une liste municipale en 1978. Et il y en a d'autres: Lucille Richert, Marie Thérèse Krauss par exemple. C'est donc à poursuivre...

### Le mouvement populaire familial (MPF) puis l'APF

En 1946, le XXII<sup>ème</sup> Conseil national de la JOC énonce la directive suivante: «*Il est d'autres moyens pour nous de transformer la cité, c'est de nous lancer dans l'action syndicale ou familiale, et de nous préparer déjà à entrer dans un mouvement ouvrier d'adultes, tels que le MPF.*» (Dillinger, p.314)

Monique Mombert a montré<sup>8</sup> que le MPF est créé dans l'après guerre en Alsace, et succède à la LOC (Ligue Ouvrière Chrétienne) lancée autour des années 36/37 pour permettre aux aînés de s'engager dans une association de services de la classe ouvrière après la JOC. La LOC n'a pas trouvé en Alsace, apparemment, l'écho qu'elle a eu dans d'autres régions de France. Certains militants mulhousiens l'ont connue ailleurs, soit du fait de la guerre, soit qu'ils sont originaires d'autres régions.

Il faut revenir ici sur l'histoire du MPF et son devenir, pour comprendre le cadre dans lequel vont s'engager les aînés de la JOCF dans le Haut Rhin. La LOC devient le MPF en 1941, pour enlever l'affichage chrétien du sigle, ouvrir son recrutement, et «*réaliser la conquête du milieu populaire et devenir un vé-*

8 «JOC et mouvement familial» in *Bulletin Almémors* n°18 – octobre 2012

ritable mouvement de masse.» Une «*décentralisation de l'action locale*» est recherchée pour «*une pénétration plus poussée dans nos quartiers*»<sup>9</sup>. Il s'agit d'aller au delà de la logique d'un mouvement d'action catholique. La hiérarchie catholique refuse cette orientation, et déclare en 1949 le MPF «*en dehors du domaine propre de l'action catholique*», et crée l'ACO (Action Catholique Ouvrière), pour rétablir un «*organisme missionnaire plus directement ecclésial en direction de la classe ouvrière*»<sup>10</sup> et indépendant du MPF. Les orientations de l'ACO sont définies en 1949/50: rassembler des militants engagés, «*former ses militants à animer chrétiennement tous les secteurs de la vie ouvrière, ne pas constituer de services temporels, être ouverte à tous.*» Le comité national de l'ACO regroupe des syndicalistes, des militants du MRP et du MPF (ceux ci se retrouvent donc être en position minoritaire). Le MPF, lui, met en place, sur le terrain, des Associations Familiales Ouvrières (AFO). Il décide aussi en 1949, de sortir des UDAF, pour divergence de prise de position (refus de l'institutionnalisation) et dénonciation d'une concurrence de représentation des familles (critique d'une sous représentation ouvrière à l'UNAF). Le MPF est de plus en plus ouvert «*à la collaboration étroite avec des hommes et des femmes venus de sensibilités variées*» à gauche et même au PCF. «*Il s'intéresse de plus en plus à la question politique, se rapproche de la théorie de la lutte des classes.*»<sup>11</sup> Cette politisation du mouvement provoque parmi les militants approbation ou crainte et refus. En 1950, Le MPF devient MLP (Mouvement de Libération Populaire), puis la tension entre deux orientations divergentes provoque sa scission en 1951, entre MLP et MLO (Mouvement de Libération Ouvrière): le MLP poursuit ses objectifs de mouvement revendicatif et de services et le MLO accentue ses orientations politiques. Le MLO se fondera plus tard dans l'UGS puis le PSU. Le MLP donnera naissance à deux associations séparées, scission qui prolonge

9 GRMF,1997, «Une politique de l'agir – Stratégie et pédagogie du MPF» – *Cahiers du GRMF* n°10

10 GRMF,1995, «Une communauté brisée – Regards croisés sur la scission MLP-MLO en 1951» – *Cahiers du GRMF* n°9

11 idem



certaines tensions et prises de position divergentes: la CNAFP (Confédération Nationale des Associations Populaires Familiales) en 1952 et la CSF (passée de CNAFO: Confédération Nationale des Associations Familiales Ouvrières en 1951 à CSF: Confédération Syndicale des Familles en 1959).

Dans le Haut-Rhin, c'est le MPF qui s'implante à la libération, et puis dès 1952, les APF prennent le relais. Dans les discours des militantes qui s'y engagent à partir des années cinquante, ces tensions et conflits ne sont pas présents. Les choses se sont réorganisées: pour elles, il est logique au sortir de la JOCF, après leur mariage, de s'investir dans l'action APF.

M. Krumnow explique qu'au départ «c'était l'affaire des hommes, il n'y avait que des hommes à l'APF, au Conseil d'Administration.»<sup>12</sup> Mais peu à peu les femmes prennent leur place, dans le quartier, puis dans d'autres associations (voir plus loin, Couple et famille ou APA) à des postes de responsabilité. Car, au fur et à mesure que les sections APF s'organisent dans tous les quartier de la ville, elles délèguent des militantes dans les instances de la fédération départementale: commissions par thèmes, conseil d'administration. Des formations sont proposées aux militantes pour les soutenir dans leurs tâches d'organisation et d'animation.

Dans les quartiers, les ménages sont peu équipés. L'APF met en place un service machine à laver: une machine circule dans le quartier et la cotisation sert à payer l'entretien. Les militantes organisent des achats groupés: la vie est chère, et cela permet la distribution à moindre prix (et souvent en achat direct) de produits courants divers: pommes de terre, farine, pommes, viande etc...mais aussi bonneterie ou mazout. Cela permet de multiplier les adhérents, mais aussi de répartir des responsabilités et de sensibiliser les gens sur d'autres problèmes. De nombreuses actions sont menées dans tous les quartiers, toujours dans l'objectif de faire par-

ticiper les habitants, d'analyser les besoins, monter des dossiers, négocier... Cela concerne tous les aspects de la vie d'un quartier: par exemple manque de passage piéton, d'école maternelle, charges locatives excessives, place de jeux...ou action de protection de l'environnement contre l'usine ICMD très polluante en plein quartier Brustlein... etc.

### L'ACO

Dillinger estime que l'ACO est née dans le Bas-Rhin par des rencontres entre militants MPF ou syndicalistes et leur ancien aumônier fédéral JOC, et que la grande mission prêchée dans les paroisses de Strasbourg en 1951 donna l'impulsion de la création d'équipes ACO dans certaines d'entre elles. L'initiative vient bien de l'épiscopat ou de ses représentants. (Dillinger, p.322) Qu'en est-il à Mulhouse?

Il précise par ailleurs que «rapidement se sont constitués dans les deux départements des comités départementaux et un comité diocésain à Strasbourg. Leur rôle était de faire passer dans les équipes les particularités et les buts essentiels de l'ACO (voir plus haut), telle qu'elle se définissait alors: «éducation chrétienne du milieu à partir de tous les problèmes de vie, pour en découvrir les aspects chrétiens.»

Dès 1952 ont lieu des sessions d'approfondissement portant sur différents thèmes (l'ACO et sa mission, les différentes structures) et notamment: la place des femmes dans l'ACO. Pourquoi poser cette question-là? Peut être parce que les jocistes mariées ne travaillant plus et se consacrant à leurs rôles d'épouse et de mère, il fallait redéfinir leur place, et quels engagements pouvaient prolonger ceux de la JOC?

C'est donc un mouvement qui rassemble des couples et qui débat des actions ouvrières au travail et dans le quartier, et aussi des conflits sociaux, pour faire révision de vie «avec les lunettes de l'évangile», dans des équipes de quartier, toujours animées par un aumônier. «L'ACO permet la rencontre de ces militants engagés dans la diversité des courants de la classe ouvrière. Elle les aide à être chercheurs de Dieu dans le combat ouvrier et les provoque au partage de leur foi avec les travailleurs.» (Dillinger, p.307)

## Les autres mouvements ou organisations

### Couple et famille

L'association de Mulhouse est créée en 1960/61 par quelques militants ACO, avec le docteur Baumann et sa femme. Ses objectifs sont la préparation au mariage, la formation aux relations de couple et l'information et la réflexion sur les méthodes contraceptives. C'est une association non confessionnelle, mais il y a au départ, une orientation catholique de ses principes. D. Wolff, qui, avec son mari, fait partie des créateurs et sera secrétaire de l'association, précise que «la préparation au mariage existait dans le cadre de l'Église» L'association recrute à partir de la préparation au mariage et organise de nombreuses réunions où les couples de militants témoignent de leurs expériences et de leurs réflexions sur la vie de couple.

Certains militants quitteront l'association en 1965, parce que l'Église renforce le rôle des aumôniers dans ce mouvement. Cela résonne comme une forme de refus de confessionnalisation. D. Wolff y reste jusque dans les années 70: après 1968, dans les APF, des réflexions ouvertes sur la famille, sur la vie de couple et la sexualité évoluent et provoquent des ruptures. Cette association a été la première, pour ces militants, après la JOC, à offrir un cadre d'information et de réflexion sur ces sujets. Comment les positions des femmes et des hommes de ces mouvements ont-elles évoluées, à partir du projet de la femme épouse et mère jusqu'à la femme travaillant, à partir du couple qui se conforme aux interdits de l'Église en matière de sexualité et de contraception, jusqu'à des positions plus libres et se revendiquant seuls responsables de leurs relations?

### L'APAF (Association Populaire des Aides familiales)

L'APAF existait probablement déjà depuis les années d'après guerre, liée au MPF, ses origines à Mulhouse restent à vérifier. C'est une association de travailleuses familiales, dont les principes étaient de venir en aide aux mères de famille, «c'était l'idéal de la femme, selon la JOC, qui était transposée ici», explique D. Wolff, dans un projet de promotion et d'éducation populaire, «mettre les gens dans le coup, qu'ils se prennent en charge et se responsa-

<sup>12</sup> Fournier Odile (1989) «Les chemins de l'innovation – L'analyse d'un processus de création collective par des militants de gauche et de tradition chrétienne à Mulhouse, de 1945 à 1965», CERIS – Université de Strasbourg, p.29

bilisent». Il s'agissait aussi de faire reconnaître la profession de travailleuse familiale, (statut, salaire, frais de déplacement) et de qualifier les travailleuses. Les APF organisaient une formation nationale (à Orléans), et les stages pratiques se passaient sur le terrain local.

Madeleine Krumnow, dans les années 50, explique que Fredo et d'autres syndicalistes ont encouragé leurs femmes à y prendre des responsabilités: «les APAF avaient le souci de demander à des mamans de devenir responsables de quartier; donc moi, je suis devenue responsable de quartier et très vite, elles m'ont demandé d'entrer au conseil d'administration.» Il y a eu bien d'autres militantes, par exemple Lucille Richert, ou D. Wolff entrée dans cette association en 1961, pour très vite y assumer des responsabilités: elle en deviendra présidente dans les années 70. Les parcours de vie des unes et des autres dessinent comme une carte des multiples engagements, où se elles se croisent, prennent le relais les unes des autres...

À Mulhouse il y a avait des permanentes pour organiser les interventions et accompagner les travailleuses familiales: leur relais sont les responsables de quartier. J. Boll explique que cela consistait à accueillir les familles demandeuses, pour remplir les dossiers, puis d'échanger aussi avec les travailleuses familiales, en cas de difficultés dans certaines familles.

Les relations avec la CAF, principal financeur, se dégradent en 1978, car la CAF renforce son contrôle, refuse les augmentations de salaire, restreint les moyens: il y a trop peu d'heures financées dans les familles pour permettre un travail éducatif. La moitié du CA démissionne «refusant de gérer un service qui nous échappe». La CNAF souhaite que l'APAF continue, mais ce sera sans les militantes qui ont porté un projet éducatif et promotionnel.

### Les centres sociaux

À Mulhouse, c'est une création des APF. Fin des années 50 et pendant les années 60, de nombreux logements collectifs sociaux sont construits, pour répondre aux graves besoins en logement. C'est dans ces quartiers de nouveaux ensembles (Wagner, Bourtzwiller) que les premiers centres sociaux sont conçus, selon une même logique: enquête

participation auprès de l'ensemble des ménages, analyse et dossier construit pour obtenir de la municipalité la décision d'ouvrir et de financer un centre social.

C'est R. Baum, ancien jociste et syndicaliste, responsable de l'APF du quartier qui va mener la longue action d'implantation du centre socio-culturel Wagner (de 1958 à 1964). «R. Baum "baignait dans la pensée de Krumnow, Mugnier, etc." Il s'intéresse à ce courant de pensée qui anime les mouvements d'éducation populaire, dans le prolongement de Mounier: c'est d'humanisme personneliste et communautaire qu'il s'agit et chrétien aussi. Le développement urbain, oui, mais avec et pour l'homme. "Ce qui a émergé dans le contexte du PSU de l'époque, les idées de Mendès France, les idées de participation, les premières idées réellement de participation dans les quartiers (...) Avec ces transformations, on va aussi pouvoir transformer les mentalités, libérer davantage les gens, les faire réellement participer<sup>13</sup>» Après avoir obtenu la création il faudra encore persuader d'autres financeurs: le Conseil Général et la CAF. C'est un changement de directeur à la CAF en 1963 qui sera décisif: le nouveau directeur est favorable à la gestion du centre par les usagers et se construit alors un modèle mulhousien, qui va essaimer dans les autres quartiers, y compris dans les centres fonctionnant encore dans le cadre des patronages protestants du patronat local. «Dans un autre quartier, Bel Air, c'est le promoteur (SE.MA.PRO) qui encourage la création d'une association pour des services socio-culturels. C. Stoessel va la soutenir et R. Schneider, son président, sans s'affilier aux APF, mais en lien avec leurs forces vives, construira aussi un projet de gestion par les usagers.»<sup>14</sup> Ces militants mettront au point la fédération des centres sociaux, pour se monter en interlocuteur collectif des collectivités concernées.

Les militantes sont partie prenante, dans les équipes APF, mais aussi dans les conseils d'administration des centres, pour participer à la

conception et la mise en œuvre des activités. Au Brustlein, c'est J. Boll qui mènera l'action avec son équipe et deviendra Présidente, de 1972 à 1982

D'autres engagements sont encore à développer dans les années qui suivront ces premiers engagements: l'association des centres de soins, reprise et gérée par des militantes de la commission santé des APF dans les années 70; ou bien, dans les années 60, la mise en place de l'ORCO par des syndicalistes, dont Mugnier et Krumnow (regroupement de comités d'entreprise et associations pour la défense des consommateurs) et de la CODEF (outil de l'ORCO comme structure de distribution de type coopératif). J. Boll y représentera l'APF et deviendra responsable de la commission des usagers, jusqu'en 1970, date à laquelle l'ORCO se transforme en Chambre de Consommation d'Alsace.

Mais voilà déjà dressé un tableau général, qui invite à poursuivre le travail...

On voit bien comment, dans ces engagements qui sont investis après le temps de JOC, comment les militantes tirent profit des apprentissages acquis dans ce mouvement de jeunesse, sur le plan du recrutement (c'est comme si la carte de relations continuait de les soutenir), sur le plan des principes (faire prendre conscience et faire participer), sur le plan des méthodes (le voir, juger, agir, les savoir faire en terme d'animation, d'organisation, de montage de dossier, de négociation). Elles continuent d'associer leur foi et leurs actions concrètes. Et il y a des évolutions, dans les prises de position, personnelles et collectives, sociales et politiques. Ainsi, au fur et à mesure de la rédaction de cet article, un thème est apparu, qui méritera aussi des approfondissements: la spécificité de la JOCF par rapport à la JOC, ou comment les femmes ont considéré leur place et leur rôle dans le mouvement puis dans la société, et comment cela a évolué dans ces années-là.

Odile Fournier – novembre 2013.

13 Fournier Odile (1989) «Les chemins de l'innovation – L'analyse d'un processus de création collective par des militants de gauche et de tradition chrétienne à Mulhouse, de 1945 à 1965», CERIS – Université de Strasbourg, p.36

14 id, p.37

WEBER, Denise [née Meyer]  
Née le 24 mai 1936 à Mulhouse (Haut-Rhin); employée de bureau, puis directrice d'un service de travailleuses familiales, permanente JOCF (1957-1960); militante de mouvements familiaux (APF, APAF).

Fille d'Auguste Meyer, chauffeur de chaudière, et de Marie Bruckert, qui fut d'abord employée de bureau, puis ouvrière en usine, avant de rester au foyer, Denise Weber était l'aînée de 6 enfants. Les parents, catholiques, participaient à Mulhouse aux activités du Mouvement populaire des familles (MPF) du quartier, le père était syndiqué à la CGT.

Après sa scolarité primaire, elle suivit de 1950 à 1953 une formation d'abord en école ménagère, puis d'employée du commerce, qu'elle dut interrompre pour commencer à travailler. De 1953 à 1957, elle fut recrutée comme employée de bureau aux Tissages de Bourtzwiller, qui employaient 600 personnes. Elle fut affectée d'abord au service « ventes », puis au service du personnel. C'est là qu'elle découvrit la JOCF; après une journée d'étude, elle devint militante. En 1954, elle fut responsable de l'« action au travail » des mines de potasse, à quoi s'ajouta en 1956 la même mission à la fédération de Mulhouse. En 1957, elle fut sollicitée comme permanente JOCF pour faire partie de l'équipe de l'Est. Elle rejoignit Gisèle Mihé (épouse Casarini), Jeannette Paillat (épouse Scieux), Irène Udovica (épouse Champfaily) et Marie Rose Kolb (épouse Salinas). Elle appartenait à la commission « aînées » et de « l'action au travail », chargée des fédérations du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle et du nord de la Meurthe-et-Moselle (pays minier). Ce fut une période très riche de contacts, de prise de conscience du milieu ouvrier jeune et adulte, de sa richesse, de sa diversité et de la puissance de son action.

Recherchant une implication sociale que ne permettait pas son poste d'employée de bureau, elle avait envisagé dès 1957 de devenir travailleuse familiale, un projet interrompu pour la JOCF. Quand elle renoua avec ce projet à la fin de son mandat, elle fut recrutée en 1960 comme directrice du service des travailleuses familiales par l'APAF de Mulhouse, dont faisait partie Frédo Krumnow. Après son mariage avec Jo Weber en 1962, dont le mandat de permanent JOC venait de se termi-

ner, elle se consacra à sa famille (4 enfants), tout en militant dans le domaine social, hormis la période de 1965 à 1969 que la famille passa à Bruxelles, où Jo Weber assurait des fonctions au sein de la JOC internationale. Elle assura des activités bénévoles en 1963-1964 à la Cité de l'Ill (quartier populaire de Strasbourg), avec une association de travailleuses familiales; de 1969 à 1972 comme membre du conseil d'administration de l'Association populaire d'aides familiales (APAF); de 1970 à 1984, elle présida la commission loisirs des APF de Lingolsheim, dans la banlieue de Strasbourg (organisation de camps de vacances, centre de loisirs, point vert, etc.). Au titre des APF, elle fit partie de 1972 à 1982 de la commission formation du BAFA et du BAFD. Dans le cadre de l'Organisation populaire des activités de loisir (OPAL), elle participa en 1982 à un projet de garderie-restaurant destinée aux enfants du Neuhof, un quartier sensible de la ville. Après des stages successifs, qu'elle compléta par des unités de valeur DEFA, et une formation de directeur de collectivité accueillant de jeunes enfants à l'INEF de Paris, la direction de cette structure lui fut confiée de 1985 à sa retraite en 2000.

Toujours syndiquée, mais sans responsabilités particulières ni mandat officiel, elle se présenta en 1983 sur une liste du Parti socialiste en position non éligible. Elle s'engagea également dans une association de parents d'élèves durant les études de ses enfants, de 1970 à 1987.

### Sources

Arch. JOCF (Arch. Dép. Hauts-de-Seine): 4C1-3. — Témoignage de l'intéressée recueilli par Jean-Marie Conraud, septembre 1999. — Témoignage de l'intéressée recueilli par Monique Mombert les 19/05/2011 et 23/04/2012. État civil de Mulhouse.

Éric Belouet, Jean-Marie Conraud, Monique Mombert.

WEBER Joseph, Auguste, Alphonse [dit « Jo »]

Né le 28 février 1934 à Strasbourg (67); employé de bureau et comptable, militant jociste; militant CFTC puis CFDT; permanent national JOC 1957-1960; permanent de la JOCI (Jeunesse Chrétienne Internationale) 1965-1969; permanent de la Fédération départementale des APF et APFS (Association populaire familiale syndicale) 1969-1979; cadre de l'habitat populaire; militant associatif.

Joseph (« Jo ») Weber est le fils d'Auguste Weber et de Célestine Bickel, cultivateurs à Jetterswiller (67). Sa scolarisation coïncida en 1940 avec l'annexion de l'Alsace, il eut de ce fait une première période scolaire allemande. Après la libération de l'Alsace, il changea de langue et de système scolaire, et réussit le certificat d'études en 1948, premier du canton. Après le cours complémentaire, il obtint en 1951 un CAP d'employé de bureau, puis un CAP de comptabilité en 1952, le Brevet commercial en 1953, et le Brevet professionnel de comptabilité en 1954. Il se prépara à ces qualifications professionnelles à Metz (57), où il avait pris en 1951 un emploi à la Librairie de l'École Nationale Professionnelle, puis en 1953 un poste de comptable dans un garage Renault. Par la suite, il compléta sa formation d'abord dans le cadre du Centre de Culture ouvrière « Culture et Liberté » (1957-1962), ensuite par un diplôme d'agent de développement social (1977). Il fut encore amené à acquérir une compétence en anglais, dans la communication, le marketing social, la gestion d'entreprise. Après un premier contact avec les mouvements de jeunesse catholiques à la JAC de Marmoutier (67), c'est à Metz qu'il entra à la JOC (section des Sablons) en 1951. Incité par la JOC à faire de « l'action au travail », il participa en 1953 à la création d'une section métallurgie CFTC avec le soutien des permanents syndicaux Louis Xilliox et d'Eugène Descamps. Au retour de son service militaire en Algérie de 1955 à 1957, après un bref passage dans une entreprise de négoce de céréales entre la France et l'Allemagne (Agricola), il fut recruté par la JOC comme permanent pour les départements du Grand-Est. Il partagea dès lors son temps entre le siège de la JOC à Paris et les visites

de soutien aux équipes en Alsace, Lorraine et Franche-Comté. Début 1960, alors que ce mandat se terminait, la JOC lui demanda de prendre la fonction de trésorier national, puis en 1962, celle de secrétaire européen, chargé de la coordination entre les JOC nationales, auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg et des organisations européennes à Bruxelles, où siégeait la JOC Internationale (JOI). A ce titre il eut à organiser le rallye européen de 1964, qui réunit environ 30 000 jeunes et adultes de tous pays, et se termina par une journée de « gala » à Strasbourg le 1<sup>er</sup> août 1964 et une messe en présence de Mgr Cardijn.

En 1962 il épousa Denise Meyer, ancienne permanente JOCF de Mulhouse; le jeune couple s'installa dans un quartier populaire de Strasbourg (cité de l'Ill), jusqu'au déménagement pour Bruxelles (1965), où Jo Weber fut chargé à la fois de représenter les JOC d'Europe au Bureau International de la JOC, et d'assurer la fonction de trésorier international du mouvement. Ce mandat, qui l'amena à visiter les JOC dans le monde entier et lui fit côtoyer régulièrement le fondateur de la JOC, Mgr Cardijn, se termina en 1969. La famille, avec ses quatre enfants, retourna à Strasbourg, où Jo Weber avait été recruté comme permanent par la Fédération des APF. Il avait en charge la rédaction et la gestion du journal Vie familiale, la mise en place d'un programme de communication, et la préparation du Congrès du 25<sup>e</sup> anniversaire des APF. En 1971, il fut nommé secrétaire général de la fédération départementale des APF (1969-1972), puis de la fédération des APFS (1973-1979). En 1979, il changea de secteur, tout en restant dans le secteur associatif. Recruté par l'Association Interprofessionnelle du Logement Populaire (AIIOP), il fut d'abord chargé des relations extérieures, puis assura diverses fonctions de direction dans cette association, qui était un acteur important du logement social en Alsace, jusqu'à son départ en retraite. Parallèlement à ces activités salariées, dans les années 1970 et 1980, Jo Weber s'engagea dans divers secteurs associatifs, avec les APF, APFS, l'UDAF et l'UNAF, dans le domaine de la consommation (membre fondateur et vice-président de la Chambre de consommation d'Alsace), du logement, de la santé et de l'action sociale. Il fut administrateur de

l'UDAF et de l'UNAF, de 1973 à 1998, de la CAF du Bas-Rhin à partir de 1976 (au titre de l'UDAF, puis de la CFDT), président du Comité national des APFS de 1981 à 1998.

Retraité depuis 1994, il poursuit son action militante: vice-président de la CSF nationale de 1998 à 2003, président de l'URAF d'Alsace de 1999 à 2004, président de l'association Habitat populaire de 1986 à 2009. Depuis 2003, il accompagne l'association « Familles sans frontière » basée sur la solidarité « Nord-Sud ».

### Sources

Entretiens 19.05.2011, 23.04.2012. Entretiens avec l'abbé Joseph Sifferlen, Lucien et Mimi Ganter, Charles Boesch, Jeanne Wunschel. Documents personnels remis par Jo Weber. Brochure Habitat populaire. *Un engagement au service du logement*, Strasbourg, s.d. *JOI. Jeunesse Ouvrière Chrétienne Internationale. 75 ans d'action*, Strasbourg: éd. du Signe 2000. *De Wissembourg à Sélestat. 50 ans de JOC*, témoignages réunis par Charles Dillinger, Strasbourg: *Équipes sociales d'Alsace*, s.d. (p. 252 sq., récit par une participante au rallye de 1964; p. 293 sq., témoignage de Jo Weber sur l'internationalisation de la JOC).

Monique Mombert

OBER Denise, Lucie, épouse WOLFF.

Née le 22 août 1935 à Mulhouse (Haut-Rhin); militante jociste; employée de bureau; présidente de la Fédération JOCF de Mulhouse; militante de mouvement familial; membre du CA puis présidente des APAF (Association Populaire des Aides Familiales); membre du bureau départemental de l'APF (Association Populaire Familiale devenue CLCV (Confédération Logement Cadre de Vie)); membre du bureau de l'association des centres de soins de Mulhouse et environs

Le père de Denise Ober chauffeur-mécanicien, fut mis en invalidité en 1954, sa mère était couturière puis femme au foyer. Le père était plutôt anticlérical, la mère catholique pratiquante. La deuxième de trois enfants, Denise Ober fréquenta l'école primaire allemande de 1941 à 1944 à Mulhouse puis le Collège moderne de jeunes fille de Mulhouse de 1945 à 1951. Cette année là elle obtint son BEPC.

En octobre 1951, la situation de la famille étant difficile, elle commença à travailler comme employée de bureau, apprenant « sur le tas ». De 1951 à 1954, elle fut employée aux laboratoires Fisch à Mulhouse en qualité d'employée de bureau puis de 1954 à 1957, aux Contributions directes comme auxiliaire de bureau et enfin, de 1957 à 1961 à la Commission de première instance de la Sécurité Sociale comme agent de bureau. Denise Ober adhéra à 17 ans à la section JOCF de la paroisse du Sacré-Cœur de Mulhouse en 1952, qu'elle contribua à démarrer. Lors d'une session de responsables à Thann (Haut-Rhin), elle rencontra d'autres jocistes qui l'impressionnèrent fortement par leur témoignage de vie et d'action et par leur dynamisme. A partir de 1954 elle fut nommée fédérale de la branche « jeunes » du secteur Mulhouse. Elle fut désignée comme responsable de l'équipe qui participa au Rassemblement de Rome en 1957. Elle devint présidente fédérale de 1958 à 1960. Au cours du mois de juillet 1959 elle organisa un camp de vacances en Autriche, avec les « jocistes » autrichiennes de la Katholische Arbeiterjugend (KAJ).

Le 2 septembre 1960, Denise Ober se maria avec Léonard Wolff, militant syndical à la CFDT. Ils eurent trois enfants (1961, 1964, 1968). Elle

adhéra alors, d'abord à Bourtzwiller (quartier de Mulhouse) puis à Illzach, à l'Association populaire familiale (APF) qui devint CSCV (Confédération syndicale du Cadre de Vie) puis CLCV (Consommation, Logement, Cadre de Vie). Dans ce cadre, elle fut à l'origine ou participa à différentes actions: enquête et démarches pour la création d'une halte garderie, enquête et actions logement dans le quartier du Chêne Hêtre (logements sociaux), achats groupés. Au niveau de la fédération départementale APF, elle participa à la commission santé et siégea au bureau de l'Union départementale du Haut-Rhin en tant que trésorière de 1983 à 2000. A partir de 1961, elle entra au CA de l'APAF (Association Populaire de l'Aide Familiale – qui anime et gère un service de travailleuses familiales), dont elle deviendra trésorière et ensuite présidente en 1978.

Denise Ober fut encore active dans d'autres associations. En 1961, avec son mari, elle participa avec d'autres anciens de la JOC à la création puis au fonctionnement de l'Association « Couple et Famille » (dont l'objectif est l'information et la réflexion en matière de vie affective, de sexualité et de vie de couple). Jusqu'en 1972 elle fut secrétaire et animatrice de réunions de jeunes et de couples sur le problème de la régulation des naissances et des relations conjugales. A l'Action Catholique Ouvrière (ACO), elle fut responsable avec son mari du comité de secteur de Mulhouse de 1974 à 1982. Ils sont toujours membres de l'ACO et de la mission ouvrière d'Illzach (Haut-Rhin).

En 1974, dans le cadre de la commission santé de l'APF, Denise Ober contribua à la création, puis à l'animation de l'Association des Centres de Soins de Mulhouse et environs (reprise des centres de soins congréganistes). Elle siégea au bureau et assura la trésorerie de 1974 à 1982. Ses divers engagements l'ayant sensibilisée aux enjeux politiques, elle figura sur la liste « Union de la Gauche » de sa commune en 1978, et son mari a été membre du parti socialiste pendant de nombreuses années.

En 1985 elle participa – à Illzach, dans le quartier populaire du Chêne Hêtre – à la création et à l'animation d'une association de quartier, « ARCHI » (Association des locataires des Résidences du Chêne et du Hêtre d'Illzach) regroupant essentiellement une population immigrée en

vue d'un « Mieux vivre ensemble ». Il s'agissait de soutenir l'organisation des habitants pour obtenir un local jeunes, le contrôle des charges et se constituer en interlocuteur collectif vis à vis du bailleur social. Elle fut secrétaire de cette association de 1985 à 1990.

Entre temps Denise Ober reprit une activité salariée comme comptable à temps partiel d'un service de Prévention spécialisée (APSYS, Association de Prévention Spécialisée et des Inadaptations Sociales- Mulhouse) et ceci de 1982 à 1996, année de sa retraite.

*Sources*

« Témoignage de Denise Wolff née Ober », document dactylographié rédigé à l'attention de Jean-Marie Conraud - Entretiens réalisées avec Denise Ober les 20/02/2013 et 21/03/2013 par Monique Mombert et Odile Fournier - Document dactylographié du secrétariat JOCF( 2, rue Wilson à Mulhouse) « Meeting JOCF du 24.6.1956 »; Journal « Jeunesse Ouvrière », n° 170 et 171 de 1957 « spécial rassemblement mondial » (Rome, 1957); - Monographie CAPCO-EST, rédigée par Robert Harter, 1974/75 « Quartier Chêne Hêtre »; - Document dactylographié ARCHI-APSYS-COTRAMI-services sociaux en 1989 « Chêne Hêtre Illzach »; - « Association des Centres de Soins de Mulhouse et environs » rapports dactylographiés: Historique en 1977, rapport d'activités 1981, projet de prévention et animation santé 1984; Sester Ignace, « Un demi-siècle, prêtre en monde ouvrier », 190 p., imprimé IM'SERSON Wittenheim, 1999.

Jean Marie Conraud - Odile Fournier - Monique Mombert - Notice rédigée en 1999 – complétée en 2013.

## L'engagement des étudiants chrétiens de Strasbourg pour la paix en Algérie

L'engagement d'étudiant(e)s catholiques de l'université de Strasbourg pour la Paix en Algérie et la solidarité avec le peuple algérien, en lien avec leurs camarades protestants de l'Aumônerie Universitaire Protestante, s'est traduit de deux manières:

### 1 – L'aide aux enfants aux frontières

Avec Pierre Bockel, l'aumônier de la faculté des Lettres, et en relation avec le journal *TC (Témoignage Chrétien)*, dont il avait été l'un des fondateurs avec André Mandouze, dans la Résistance), un vaste réseau de parrainages d'enfants algériens aux frontières, en particulier au Maroc, fut organisé et relayé en Alsace la campagne lancée par Georges Montaron à *TC*. L'évêque d'alors, Mgr J.J. Weber avait publiquement soutenu cette initiative de sorte qu'elle avait pu être exposée dans un appel paru dans les bulletins paroissiaux diffusés à travers tout le diocèse de Strasbourg.

Ainsi, chaque mois pendant deux ans, une cinquantaine de correspondants (instituteurs, prêtres, particuliers), du bassin minier potassique, de Colmar ou de Haguenau envoyaient par mandat postal (avec parfois quelques mots personnels ou d'encouragement) des sommes plus ou moins modestes, qui venaient s'ajouter aux produits de la quête hebdomadaire, effectuée auprès des étudiants chrétiens, dont l'obole correspondait symboliquement au montant d'un repas jeûné. L'argent transitait par l'évêque de Rabat et permettait aux petites orphelines regroupées en maison d'accueil, sous l'égide de Louis Van de Velde accrédité par *TC*, d'être nourries, logées et scolarisées. L'argent restant au moment de l'Indépendance fut versé à un centre d'apprentissage qui préparait le retour des jeunes Algériens dans leur pays .

### 2 – Alphabétisation ans l'Algérie indépendante

En 1963, lors de l'été suivant l'Indépendance de l'Algérie, sous l'impulsion de Huguette Fugier, professeur à l'Institut de Latin de la Faculté des Lettres de Strasbourg comme

son collègue André Mandouze (qui était déjà reparti à Alger) et en relation avec quelques Pères Blancs, quelques étudiants ont poursuivi à Alger le travail d'alphabétisation amorcé à Strasbourg. L'aide efficace de quelques Algériens, responsables locaux du FLN (dont les enfants participaient aux cours d'alphabétisation) a permis de créer des liens de confiance et de pérenniser ces initiatives. Le travail se déroulait sur 3 niveaux au moins, des plus petits, très nombreux, remuants mais avides d'apprendre, aux lycéens qui venaient parfois de l'autre bout d'Alger pour tenter de combler en quelques semaines les lacunes d'une scolarité compromise pendant des mois par la violence des « événements » et le plasticage systématique par l'OAS des établissements scolaires.

Longues journées de travail, compensées par des liens indéfectibles établis entre les élèves et les étudiants-enseignants, chacun opérant dans son domaine de compétences, animé par l'espérance dynamique d'un jeune pays, à la (re)construction duquel il avait le sentiment de contribuer.

Jeannette Boulay

Yves FREY

*La Guerre d'Algérie en Alsace*  
Nuée Bleue, 2013

Livre nécessaire et utile à la connaissance du passé et à la compréhension de l'avenir, cet ouvrage sur un de ces « passés qui ne passent pas » parie sur l'intérêt qu'il y a à étudier cette « délocalisation » de la guerre d'Algérie en Alsace, en montrant à quoi elle est différente du reste de la France, tout en reconnaissant des caractères communs à l'ensemble du territoire national.

Une gêne (c'est le moins qu'on puisse dire) devant les mots : il aura fallu du temps pour parler de « guerre » et d'« Algériens » après les hypocrites « événements » et « Français musulmans d'Algérie », entre autres. Cette indispensable mise au point linguistique faite, Yves Frey, en bon connaisseur, décrit par le menu les étapes de l'organisation des nationalismes algériens en France et en Alsace (très majoritairement dans le Haut-Rhin où la présence algérienne était plus forte), leurs rapprochements et conflits internes jusqu'à la date de l'indépendance. Ouvrage extrêmement documenté, plein de révélations peu connues, et augmenté d'une bibliographie importante qui fera date dans les publications d'alsatiques des derniers temps.

On retiendra ici particulièrement la partie consacrée aux « réactions alsaciennes » ainsi que des notes éparses tirées d'autres chapitres, Nous nous retrouvons en terres d'autant plus connues qu'Almémós avait organisé en 2002 une journée d'études sur la question<sup>1</sup>. Cette lecture permet donc de dresser un inventaire des positions de tous les acteurs possibles de la guerre d'Algérie en Alsace.

L'opinion publique ne montre guère de sympathie pour les ressortissants d'origine algérienne, ceux, par exemple, arpentant les rues des villes et des villages pour vendre des tapis, « D'Harawa » disait-on couramment. De façon diffuse on devine un attachement à l'empire colonial jusqu'à la mobilisation des appelés, qui change assez radicalement le point de vue.

La classe politique est représentée par au moins deux grands noms : Pierre Pflimlin (1907-2000), MRP, partisan de la négociation (mais pas

de l'indépendance ou de l'autodétermination), contrairement à la position de Georges Bidault, l'un des fondateurs du parti, ardent défenseur de l'Algérie française. Pierre Pflimlin est brièvement président du Conseil pendant 15 jours en 1958 (« un ancien du FEC président du Conseil », avait écrit à la craie le Frère Médard, directeur de l'établissement, sur un tableau noir).

André Bord, (1922-2013) gaulliste historique ayant exercé de nombreuses fonctions gouvernementales entre 1967 et 1978, milite à l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française (USRAF), – ce thème ne rencontrant, par ailleurs, que peu de succès populaire en Alsace – puis rejoint le général De Gaulle dans le choix de l'autodétermination dès 1959.

Il faut y ajouter un personnage politique atypique, le député Jacques Fonlupt-Esperaber (1886-1980), qui, très tôt, dénonce aussi bien les abus du colonialisme et les élections truquées que la pratique de la torture.

Les formations politiques alsaciennes ont aussi toute leur place dans cet ouvrage. Pour certaines, leur proximité de la majorité gouvernementale (SFIO et les divers avatars du parti gaulliste) ne leur donne guère d'espace d'expression propre. Le cas du MRP est un peu différent, évoluant de façon séparée dans le Bas-Rhin et dans le Haut-Rhin où les militants de ce parti se prononcent dès 1956 contre la poursuite de la guerre d'Algérie et ensuite pour la négociation. Le Parti Communiste s'active très nettement au moment des premiers envois de soldats en Algérie (tracts, meeting, lettre ouverte au gouvernement en 1955), Par la suite il participe moins au débat que ne le fait le PCF dans le reste du pays. Toutefois l'action de militants et d'élus communistes en Alsace participe de façon significative à la mobilisation.<sup>2</sup> Les dernières années de la guerre d'Algérie (moins étudiées dans l'ouvrage d'Yves Frey) connaissent des recompositions de la gauche politique, en particulier les dissidents de la SFIO dans la gauche dite « nouvelle », aboutissant, entre autres, à la fondation du PSU en 1960, y compris en Alsace.

Un rôle essentiel est joué par l'Université, aussi bien du côté des enseignants que de celui des étudiants.

1 *Bulletin Almémós* n°4, novembre 2003, d'ailleurs mentionné dans la bibliographie de l'ouvrage d'Yves Frey.

2 voir le témoignage de René Tabouret, *Bulletin Almémós* n°4

Ainsi naissent un comité pour la paix en Algérie mis en place par le groupe Esprit et le forum mensuel de l'Express. Certains sont signataires du « Manifeste des 121 ». Un long passage est naturellement consacré à André Mandouze<sup>3</sup>. La mouvance intellectuelle chrétienne est bien représentée, aussi bien chez les enseignants que chez les étudiants. Des protestants (réformés) s'élèvent contre la torture et promeuvent la négociation. Pour qui a été étudiant dans les années 1950, il est clair que la guerre d'Algérie était, de façon quasi permanente, au cœur de discussions et prises de positions diverses et faisait naître de solides alliances entre des militants progressistes (UNEF partis de gauche...) aux origines très diversifiées. Quelques exemples, peu nombreux, d'aide directe au FLN par la jeune Résistance ou les réseaux Jeanson sont mentionnés. À cet égard le portrait très détaillé de Janine Cahen et son itinéraire sont d'un remarquable intérêt.

L'époque étudiée par Yves Frey a sans doute connu des initiatives moins spectaculaires et des suites dont l'ouvrage d'Yves Frey n'avait pas de raisons de rendre compte.<sup>4</sup> Ainsi, plusieurs associations d'anciens combattants en Algérie, de sensibilités différentes, restent vivaces et, dans un registre très différent, des militants parfois appelés « pieds rouges » ont choisi de s'installer dans l'Algérie indépendante pour une période plus ou moins longue<sup>5</sup>. La guerre d'Algérie n'est donc pas un chapitre clos.

Pierre Boulay

N. B. : autre compte-rendu du livre par Léon Strauss dans la *Revue d'Alsace*, n°139, 2013, p.457-461. Les deux recenseurs « almémosiens » se complètent l'un l'autre.

<sup>3</sup> Une notice, rédigée par des membres d'Almémós, lui est consacrée dans le *Maïtron*

<sup>4</sup> Deux exemples en appendice « L'aide aux enfants aux frontières » et « Alphabétisation dans l'Algérie indépendante »,

<sup>5</sup> « L'Algérie nouvelle, on y croyait », documentaire réalisé par Chloé Hunzinger, une coproduction : Réal Productions / France 3 Alsace, 2012, donne la parole à plusieurs « pieds rouges » originaires d'Alsace

## L'habitat populaire, marque de fabrique mulhousienne

À Mulhouse, une exposition sur « L'habitat populaire, marque de fabrique mulhousienne » s'est tenue du 14 septembre au 10 novembre 2013. Elle est consultable en ligne sur [www.pole-doc.fonderie.uha.fr](http://www.pole-doc.fonderie.uha.fr), rubrique « exposition ».

Le Conseil Consultatif du Patrimoine Mulhousien, fédération d'une vingtaine d'associations de patrimoine et d'histoire, fait fonctionner depuis plus de deux ans un atelier « Logement ouvrier, social, populaire ». Ses membres sont architectes et urbanistes, historiens et sociologues : tous partagent la conviction que le logement est, d'une part, une porte d'entrée royale dans l'étude de la question sociale croisée à la question urbaine et, d'autre part, que la mémoire du monde ouvrier doit s'incarner dans la défense et la réhabilitation de ses lieux de vie (logements et quartiers).

Mulhouse, ville-monde de la première Révolution industrielle (celle du textile, de la métallurgie et de la chimie minérale, celle qui a débuté dans cette cité-Etat indépendante du Sud-Alsace en 1746) est riche, oui il faut assumer ce qualificatif, riche de ses logements pour les plus modestes. Très tôt, l'afflux de populations paupérisées dans la ville pose la question du mal-logement. La question des logements indignes reçoit une première et précoce réponse avec la création en 1853, sur initiative patronale, de la Société Mulhousienne des Cités Ouvrières (à noter qu'une exposition pour les 160 ans de la SOMCO en juin dernier est également consultable sur le site du Pôle documentaire Fonderie). L'Annexion de 1871 voit l'émergence de nouveaux acteurs : la Municipalité, l'Église catholique en particulier via la Caisse de Crédit Mutuel de la Cité, et des entrepreneurs locaux qui lotissent des rues entières en immeubles uniformes (rez-de-chaussée + deux étages + combles). L'entre-deux-guerres permet l'application des lois Ribot et Loucheur qui multiplient les sociétés immobilières dont les HBM. Depuis 1945, après la Reconstruction, c'est l'ère de la complexité qui commence : Mulhouse accueille une des dix premières ZUP de France, puis multiplie les innovations et les contre-modèles. Récemment, ce

sont les nouvelles normes environnementales qui conditionnent l'offre de logement populaire. L'exposition permet ainsi de repérer les formes de prise en compte du critère de qualité dans le logement populaire (eau au robinet, accès aux toilettes, espace et lumière) et, par là-même, les projets de « sociabilisation » des classes populaires qu'elles impliquent.

La première partie de l'exposition est chronologique, la seconde thématique, l'une et l'autre visant d'abord à faire le point des connaissances : elles s'adossent en effet à une base de données, en voie de finalisation, recensant les immeubles ou ensembles d'immeubles de logement populaire avec un corpus d'informations normées (date? type de logement? constructeur? etc.). Mais l'exposition n'est pas qu'informatrice. Elle pose en termes simples des questions d'une brûlante actualité. Sous quelles formes directes ou indirectes, les habitants sont-ils acteurs de leur logement? Des solutions architecturales sont-elles possibles et accessibles financièrement pour concilier coût au mètre carré, espace et lumière? Quelles sociabilités ces logements ont-ils favorisées et, par voie de conséquence, quels liens ont été forgés entre les quartiers ouvriers et la Ville? Comment le vivre-ensemble peut-il être fabriqué dans un espace urbain organisé pour le vivre entre soi?

En ce sens, l'exposition n'est qu'un aboutissement partiel et provisoire sur une question tout à la fois de longue durée et d'actualité. Des monographies thématiques, des rencontres et des confrontations de points de vue, des synthèses pluridisciplinaires sont à l'horizon de l'atelier Logement populaire du CCPM pour les mois et les années à venir.

Marie-Claire Vitoux,  
présidente du Conseil Consultatif  
du Patrimoine Mulhousien

---

## Adresses

---

### Présidente

Françoise Olivier-Utard  
18, rue de l'Observatoire  
67000 Strasbourg  
03 88 61 81 03  
folivier@unistra.fr

### Secrétaire

Jacques Ernewein  
3, rue des Balayeurs  
67000 Strasbourg  
03 88 36 66 35

### Trésorier

Jean-Pierre Hirsch  
23, rue de Scherlenheim  
67270 Hochfelden  
03 88 91 76 40  
jp\_hirsch@aliceads.fr

### Gérante de la publication

Françoise Olivier-Utard

### Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg  
pierreroesch@free.fr

Site Maitron

www.maitron.org

ISSN 2257-7270

---

## Agenda

---

PRÉPARATION DE LA JOURNÉE  
D'ÉTUDES DE 2014  
(date non encore fixée)

### Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale

Almémós participera au colloque organisé par le Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle de l'Université Paris 1 et l'Institut CGT d'histoire sociale les 26-27 novembre 2014, à l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale, sur le thème « Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale ». Notre proposition d'intervention, qui sera notre piste de travail l'an prochain, est la suivante : « Le syndicalisme alsacien-lorrain de l'Allemagne à la France (1914-1920) ».

Le syndicalisme des salariés s'était développé à partir de la fin de 1890 dans le cadre du syndicalisme allemand. La guerre, qui plaça l'Alsace-Lorraine sous le régime d'une quasi-dictature militaire, semble avoir paralysé l'activité syndicale. Nous essayerons de préciser nos connaissances à cet égard. La révolution de novembre 1918 et le retour à la France eurent évidemment un énorme impact, marqué d'abord par l'élimination des syndicalistes d'origine allemande, qui s'enfuirent ou furent expulsés. Dès le 5 janvier 1919, les syndicats libres, avec leur secrétaire régional, Eugène Imbs, adhérèrent à la CGT. L'absence de

confédération catholique en France désarçonna les militants des Christliche Gewerkschaften : certains songèrent même à rejoindre la CGT, mais Gaston Tessier accourut à Strasbourg pour leur révéler « la vraie nature de la CGT révolutionnaire et antichrétienne » : le 23 février, les « hommes de confiance » des syndicats chrétiens fondèrent une « Fédération des syndicats indépendants d'Alsace et de Lorraine » plus connue sous son sigle allemand UGB. Le 1er novembre 1919, l'UGB participa à la fondation de la CFTC, mais jusqu'en 1940, les syndicats chrétiens de la région gardèrent une grande autonomie, ne serait-ce qu'en raison de leur isolement linguistique commun à tout le mouvement ouvrier des trois départements jusqu'aux années 1960 : les réunions se passaient en dialecte, la langue de l'écrit était l'allemand standard. Cette caractéristique, de même que la permanence des militants, permirent à la CGT comme à l'UGB de garder longtemps bien des caractéristiques du syndicalisme allemand, notamment la puissance des liens entre syndicat et parti. Le nombre des grèves, leur durée, les effectifs explosèrent. Et aux grèves pour le pouvoir d'achat, s'ajouta fin avril 1920 une grève pour le maintien des droits acquis du temps allemand, les assurances sociales, le statut avantageux de la fonction publique. Son arrêt à la suite d'un compromis négocié hâtivement à Paris par la direction régionale de la CGT allait contribuer au « malaise alsacien ».

### Bulletin d'adhésion

à renvoyer à Almémós, 18 rue de l'Observatoire, 67000 Strasbourg

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Téléphone .....

Courriel .....

demande à adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation annuelle individuelle est de 20 euros — 40 euros pour les personnes morales.

Date

Signature

---